



# Les outils numériques au service d'une participation citoyenne et démocratique augmentée

*Les initiatives en Belgique francophone et les bonnes  
pratiques étrangères visant à renforcer l'expression  
citoyenne et la démocratie participative*

**Périne Brotcorne**

sous la direction de  
Gérard Valenduc

Avec le soutien de



Wallonie

**Mars 2012**

Étude réalisée par la Fondation Travail-Université  
pour Technofuturic à la demande du Gouvernement Wallon



# Les outils numériques au service d'une participation citoyenne et démocratique augmentée

*Les initiatives en Belgique francophone et les bonnes  
pratiques étrangères visant à renforcer l'expression  
citoyenne et la démocratie participative*

Périne Brotcorne

*sous la direction de Gérard Valenduc*

MARS 2012

ÉTUDE RÉALISÉE PAR LA FONDATION TRAVAIL-UNIVERSITÉ  
POUR TECHNOFUTUR TIC À LA DEMANDE DU GOUVERNEMENT  
WALLON

Protection de la propriété intellectuelle : Creative Commons  
<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/be/deed.fr>



Mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage des Conditions Initiales à l'Identique 3.0 Unported](#).

Technofutur TIC ASBL  
Avenue Jean Mermoz, 18 – B-6041 Gosselies  
Tél. (0)71 254960, fax (0)71 254988  
Contacts : [eric.blanchart@technofuturtic.be](mailto:eric.blanchart@technofuturtic.be) ou [pierre.lelong@technofuturtic.be](mailto:pierre.lelong@technofuturtic.be)

FTU – Fondation Travail-Université ASBL (<http://www.ftu-namur.org>)  
Rue de l'Arsenal, 5 – B-5000 Namur  
Tél. (0)81-725122, fax (0)81-725128  
Contacts : [pbrotcorne@ftu-namur.org](mailto:pbrotcorne@ftu-namur.org) ou [gvalenduc@ftu-namur.org](mailto:gvalenduc@ftu-namur.org)

# Sommaire

Introduction : objectifs et méthodologie	5
Chapitre 1 Participation citoyenne et démocratique à l'heure du numérique : enjeux et définitions	7
Chapitre 2 Initiatives de participation citoyenne et démocratique via les TIC en Belgique francophone : description et éléments d'analyse	13
Chapitre 3 Quels outils numériques pour quels usages citoyens ? Un inventaire de bonnes pratiques à l'étranger	57
Chapitre 4 Synthèse et recommandations	69
Table des matières	79





## Introduction

Ce document constitue le rapport final d'une étude menée par la Fondation Travail-Université (FTU) pour Technofutur TIC à la demande du gouvernement wallon. Ce rapport s'inscrit dans le cadre des mesures visées dans la Déclaration politique régionale (DPR) pour inscrire la Wallonie dans la société de la connaissance et de l'information et à identifier et promouvoir les bonnes pratiques contribuant à renforcer la participation citoyenne par le biais des technologies numériques. Il s'agit d'une étude à court terme orientée vers l'aide à l'opérationnalisation des objectifs politiques définis dans la DPR.

### Objectifs

Cette étude vise à identifier, décrire et analyser les initiatives et expériences de terrain qui s'appuient sur les technologies numériques pour développer et promouvoir la participation citoyenne et démocratique en Belgique francophone. Une attention particulière est portée aux initiatives qui s'appuient sur les outils du Web 2.0 pour impulser de réelles dynamiques collaboratives et participatives entre les citoyens d'un même territoire ainsi qu'entre les citoyens et les élus locaux. L'analyse des initiatives identifiées en Belgique francophone est notamment faite en regard de bonnes pratiques étrangères développées en la matière et porte une attention particulière à leur caractère innovant, transférable et durable.

Dans la mesure où cette étude s'inscrit dans le cadre des mesures de la Déclaration politique régionale visant à développer la participation citoyenne, en encourageant les « communautés d'utilisateurs » pour une mise en commun et un partage des savoirs, celle-ci a pour objectif d'identifier et promouvoir des initiatives susceptibles d'être transposées et mises en œuvre à la fois par les pouvoirs locaux et les acteurs locaux du monde associatif.

### Méthodologie

L'étude a une envergure régionale et repose sur une approche, descriptive, comparative et analytique.

L'étude comporte quatre étapes principales :

- Collecte et identification des bonnes pratiques. Les *réalisations* de terrain seront identifiées exclusivement en Wallonie tandis qu'un

inventaire plus large *d'outils numériques* au service de la participation citoyenne inclura des initiatives menées dans d'autres régions.

- Description et analyse des bonnes pratiques sur base de critères de comparaison qui portent une attention particulière au caractère innovant et durable.
- Synthèse et recommandations. Celles-ci visent à aider à la fois les décideurs locaux et les acteurs de terrain qui souhaitent améliorer leur communication et leur visibilité.
- Activités de diffusion prévues sous forme d'un rapport final, d'une brochure, d'une publication sur site Web et de deux workshops de dissémination.

#### L'équipe de recherche

L'étude a été réalisée à la FTU à Namur en 2011 et 2012, par Périne Brotcorne, chargée de recherches, sous la supervision de Gérard Valenduc, codirecteur du Centre de recherche de la FTU et professeur invité à l'UCL et aux FUNDP. Les auteurs remercient Pierre Lelong et Eric Blanchart, de Technofutur TIC, qui ont accompagné la réalisation de l'étude, ainsi que les coordinateurs des initiatives décrites et analysées au sein du présent rapport pour avoir répondu positivement à leurs questions et sollicitations.



## Participation citoyenne et démocratique à l'heure du numérique : enjeux et définitions

**L**e rôle des technologies de l'information et de la communication et, en particulier d'internet, dans le renouvellement des formes de démocratie et de participation citoyenne est au centre de nombreux débats depuis plusieurs années.

De fait, la massification des usages d'internet, induite en grande partie par l'arrivée des outils interactifs et collaboratifs du Web 2.0, a largement permis de démocratiser l'expression publique. En donnant la possibilité à tout internaute « ordinaire » de prendre la parole et de la rendre visible, le web dans sa version 2.0. a conduit à un processus inédit d'élargissement de l'espace public <sup>1</sup>.

Ce processus soulève des enjeux majeurs liés à une redistribution potentielle des rôles, non seulement entre gouvernants et gouvernés, mais aussi plus largement entre professionnels de l'information à caractère public et amateurs, auteurs de propos en tout genre. Une transformation majeure des pratiques démocratiques et de la participation citoyenne semble être dès lors à l'œuvre grâce à la « routinisation » des usages d'internet.

À l'heure où se multiplie l'usage des notions de démocratie et de citoyenneté numériques, ce premier chapitre s'attache à présenter brièvement les enjeux liés au champ des possibles de « l'e-citoyenneté ». Il propose ensuite de clarifier les termes centraux du débat, à savoir : les notions de participation citoyenne et de démocratie participative ainsi que leur version numérique respective : e-citoyenneté et e-démocratie. Finalement, il s'attache à définir les différents degrés possibles de participation dans les pratiques citoyennes supportées par les dispositifs numériques.

---

<sup>1</sup> Pour plus de détail sur cet argumentaire, nous renvoyons le lecteur à D. Cardon (2010) *La démocratie Internet : promesses et limites*, Seuil, Paris.

## 1. Les enjeux de l'élargissement de l'espace public sur le web

Cet horizon démocratique du « tout participatif » s'est accompagné d'un élargissement de la notion de participation vers des formes d'expression moins exigeantes d'un point de vue social et culturel, mêlant des propos aux niveaux de langues, de tons et de subjectivités hétérogènes.

Pour reprendre les termes de D. Cardon, « le web a donné à des formes infimes, incomplètes, subjectives et murmurantes de participation l'opportunité d'émerger dans l'espace public<sup>2</sup>. La massification de ces nouvelles formes d'expression plus démocratiques soulève alors deux enjeux majeurs :

- L'enjeu de la transformation des rapports entre les pouvoirs publics et les citoyens.

C'est autour de la question politique que les débats se sont d'abord fortement cristallisés. L'entrée de la démocratie dans l'ère numérique est apparue comme une voie prometteuse, sinon pour renverser radicalement la relation gouvernés-gouvernants, du moins pour réaménager leur « rapport de forces » traditionnel.

Divers dispositifs numériques permettent en effet un certain nouveau partage des rôles, en offrant aux citoyens la possibilité d'échanger de façon plus immédiate et plus personnalisée avec les pouvoirs publics, voire même de participer plus directement aux activités relevant traditionnellement de la seule compétence des gouvernants.

De fait, ces outils de la démocratie numérique permettent de renforcer la transparence des politiques publiques, en les soumettant à l'épreuve de la discussion, de l'évaluation et même dans certains cas de la co-construction. Ces dispositifs offrent ainsi aux citoyens la possibilité de porter publiquement un certain regard critique sur les actions des gouvernants, ce qui permet de consolider la confiance envers eux et d'accroître leur légitimité.

- L'enjeu du « vivre ensemble » au sein du territoire.

Cet engagement citoyen facilité par les TIC ne se limite pas à la stricte sphère politique. Il induit aussi des formes de participation renouvelées à la vie de la Cité en général.

---

<sup>2</sup> D. Cardon, « Vertus démocratiques de l'internet », dans *La vie des idées*, 10/11/2009, <http://www.laviedesidees.fr/Vertus-democratiques-de-l-Internet.html>, p.4.

De fait, l'ouverture de l'espace public vers une plus grande diversité des formes d'expression et d'échanges conduit à un brouillage des frontières entre l'expression publique et privée.

Aussi, cette porosité entre l'espace des sociabilités et l'espace public est-t-elle au principe de nouvelles formes de mobilisation et de d'organisation de l'action collective.<sup>3</sup> On voit ainsi émerger des formes inédites de solidarité et de convivialité, qui prennent appui sur les outils numériques pour se convertir en collectifs citoyens, rendus plus ou moins publics car désormais visibles. Des pratiques citoyennes collectives autour du numérique ou l'animation de l'espace public grâce au numérique peuvent alors favoriser une dynamique de construction et de partage de connaissances et de valeurs communes sur un territoire donnée. Ceci peut aider les habitants à se réapproprier l'espace public et à renforcer la cohésion sociale de façon générale.

## 2. La participation citoyenne : de quoi-parle-t-on ?

À l'origine, la notion de participation citoyenne est fortement liée à l'implication dans la collectivité politique puisque le terme de citoyenneté tire son origine de la Cité, un mot d'origine grecque qui désignait l'espace où les individus prenaient les décisions politiques.

Progressivement, la notion a évolué et, outre l'aspect politique, la participation citoyenne a trait aussi, de manière plus large, à l'engagement que chaque citoyen prend en tant que membre d'une collectivité. Cet engagement peut prendre différentes formes : participer à la vie publique en adhérant à une association, en participant à une manifestation, en faisant circuler une pétition, en s'engageant pour le bien-être de la société qui l'entoure par des actions citoyennes. Tout implication dans une action humanitaire ou comme bénévole dans une association est un acte de participation citoyenne en ce qu'il renforce la cohésion entre les membres d'une communauté. La participation citoyenne dépasse ainsi largement celle liée à la sphère politique; elle signifie participer à la construction et à l'organisation du « vivre ensemble » en société.<sup>4</sup>

---

<sup>3</sup> D. Cardon. « Vertus démocratiques de l'internet », *Op.Cit.*, p. 7.

<sup>4</sup> Définition issue de celle proposée par le portail de la citoyenneté : [www.espace-citoyen.be](http://www.espace-citoyen.be), consulté le 29 septembre 2011.

### 3. La démocratie participative : une facette de la participation citoyenne

La démocratie participative constitue en quelque sorte la dimension politique de la participation citoyenne. Elle signifie l'implication directe ou indirecte des citoyens dans les actions publiques menées par les décideurs politiques. Alors que les sociétés se fondent généralement sur les compétences et expériences d'experts, elle permet l'implication, au moins partielle, des « savoirs d'usage » des « citoyens ordinaires ».

Pour reprendre la définition de F. Gleize et *al* (2007)<sup>5</sup> : « La démocratie participative se caractérise par un ensemble de dispositifs visant à assurer une forme de participation des citoyens et des organisations de la société civile dans le processus décisionnel de politiques publiques, soit qu'ils aient pris la parole de leur propre initiative soit qu'ils aient été sollicités pour le faire ». Si la participation est d'initiative citoyenne, celle-ci est dite « ascendante », si elle est sollicitée par les institutions elles-mêmes, elle est dite « descendante ».

La démocratie participative peut se manifester dans des champs différents de la société et à différents échelons du pouvoir. C'est néanmoins au niveau local que ces dispositifs de participation sont les plus « vivants », du fait de sa proximité avec les citoyens. Divers mécanismes de participation existent. Ces procédés sont tantôt plutôt passifs (i.e. réunion d'information, enquête publique), tantôt plus actifs (i.e. consultation populaire, panel citoyen, réunion de concertation).

Par ailleurs, certains mécanismes de participation sont institutionnalisés (comité, conseil de quartier, conseil des jeunes, budget participatif etc.).<sup>6</sup> D'autres, en revanche, sont mis en œuvre de façon ponctuelle et spontanée selon diverses méthodes (interpellations portées par des associations par exemple).

En Belgique, comme dans les autres pays européens, la démocratie est avant tout représentative. Les dispositifs participatifs sont plus souvent consultatifs et ne remplacent pas les outils traditionnels de citoyenneté déjà en place ; ils interviennent de façon complémentaire à ceux-ci. Ainsi, les deux formes de démocratie – représentative et participative – se

---

<sup>5</sup> F. Gleize, A. Decourt, *Démocratie participative en Europe*, Les cahiers de la Solidarité n°8, p.24.

<sup>6</sup> Définition tirée du rapport de la Région Nord-Pas-de-Calais, présentation du dispositif régional DREAM+, les TIC au service de la participation citoyenne : [www.nordpasdecalais.fr/tic/actions/telechargement/DREAM+\\_enjeux\\_et\\_dispositif\\_.pdf](http://www.nordpasdecalais.fr/tic/actions/telechargement/DREAM+_enjeux_et_dispositif_.pdf)

renforcent mutuellement afin de rendre les citoyens et les élus co-responsables de la cité et de ce qu'il s'y passe.<sup>7</sup>

#### 4. La citoyenneté numérique

Généralement, on entend par « démocratie ou citoyenneté numérique » l'ensemble des activités numériques qui facilitent les pratiques existantes ou créent de nouvelles pratiques dans le champ de la « participation citoyenne » au sens large du terme. Autrement dit, cette notion renvoie à l'idée selon laquelle les réseaux numériques sont susceptibles de développer voire de renforcer la participation à la vie politique et sociale.

Allant de la simple information utile aux citoyens au débat en ligne, en passant par l'expression citoyenne et la codécision dans les affaires publiques, cette notion couvre une grande variété d'initiatives, de dispositifs et de pratiques, reposant pour tout ou en partie, sur les technologies numériques.<sup>8</sup>

Dans ce rapport, la notion de « démocratie numérique » ou « e-démocratie » renvoie plus particulièrement à l'usage des TIC dans le cadre d'activités politiques ou en lien direct avec le débat public tandis que celle de « citoyenneté numérique » ou « e-citoyenneté » se réfère aux activités plus larges d'expression, d'implication et/ou de mobilisation citoyennes.

#### 5. Les niveaux de participation aux débats publics

L'*International Association for Public Participation*<sup>9</sup> distingue cinq niveaux de participation, selon le degré d'implication des citoyens (collectifs ou individus) dans le processus :

- **Informer** : les citoyens sont simplement informés des décisions prises.
- **Consulter** : les citoyens sont invités à donner leur avis et/ou proposer des alternatives relatives à la décision à prendre ou une partie de son processus.
- **Impliquer** : les citoyens sont impliqués dans le processus de décision. Les preneurs de décision sont invités à respecter un certain degré d'engagement afin de prendre en compte les propositions des parties prenantes.

---

<sup>7</sup> Voir notamment l'ouvrage de Dominique Paule Decoster (sous la dir.), *Gouvernance locale, développement local et participation citoyenne*, ULB-IGEAT, 2002.

<sup>8</sup> [www.projets-citoyens.fr/node/2687](http://www.projets-citoyens.fr/node/2687), consulté le 6 septembre 2011.

<sup>9</sup> [www.iap2.org](http://www.iap2.org), consulté le 29 septembre 2011.

- **Collaborer** : les citoyens participent activement au processus de décision dans son ensemble et sont reconnus comme des acteurs à part entier dans le processus. A ce stade on peut envisager une collaboration planifiée lorsqu'elle concerne des initiatives lancées par un service et dont la portée de la collaboration avec les différentes parties prenantes est limitée ou alors non planifiée lorsqu'elle concerne des initiatives qui sont lancées par des parties prenantes externes, souvent organisées.
- **Autonomiser** : le processus de décision est simplement guidé ou facilité par les initiateurs. Les décisions sont amenées et prises par l'ensemble des citoyens participants à la prise de décisions.

Les dispositifs numériques sont susceptibles de supporter voire d'amplifier l'ensemble de ces niveaux de participation aux débats publics. Plusieurs auteurs s'accordent toutefois à mettre en évidence trois axes principaux autour desquels s'articulent les projets et les expériences en matière de démocratie numérique : produire, diffuser et partager des informations ; débattre et discuter ; délibérer et codécider (Vedel, 2005).

Au-delà de ces modes d'interaction relativement classiques, les technologies numériques, grâce à la diversification des formats numériques d'expression et de participation, permettent de développer de nouveaux modes d'interaction, aux formes plus variées, notamment liées aux potentialités offertes par le réseautage, la discussion, le partage et la copublication.

Si les interactions entre les citoyens, d'une part et les autorités publiques – administrations et élus politiques – d'autre part constituent une des formes d'interactions incontournables, d'autres interactions entre les citoyens eux-mêmes ainsi qu'entre eux et leur territoire existent et peuvent prendre des formes riches et subtiles.

En effet, les nouvelles modalités d'implication des citoyens permises par les TIC dans les démarches de coproduction de mémoire et de savoirs d'un territoire contribuent de manière essentielle à la participation citoyenne, au-delà de la stricte dimension politique. C'est bien dans cette large perspective que la notion de « participation citoyenne » à l'heure du numérique est abordée dans ce rapport.

# Initiatives de participation citoyenne et démocratique via les TIC en Belgique francophone : description et éléments d'analyse

Quelles sont les initiatives innovantes qui mettent les outils numériques au service de l'expression citoyenne et de la démocratie participative en Belgique francophone ? Quelles formes prennent-elles et quelles sont les conditions de leur développement et de leur réussite ? À travers la description et l'analyse de 19 dispositifs mis en œuvre par les pouvoirs locaux ou le monde associatif local, l'objectif de ce chapitre est de décrire ces initiatives et d'en comprendre leur portée ainsi que leurs limites.

## 1. Je participe.be : un portail visant à soutenir la citoyenneté locale active

### 1.1 Signalétique

**Initiateurs** : Fondation Roi Baudouin et Commissariat Easi-Wal

**Utilisateurs** : grand public, citoyens

**Objectifs** : informer, échanger, interagir

**Échelle et lieu de l'initiative** : Régionale – Wallonie

**Date de lancement** : 2009

**État de l'initiative**: Opérationnel

**Outils numériques** : portail Web

**Adresse URL** : [www.jeparticipe.be](http://www.jeparticipe.be)

### 1.2 Présentation

« Jeparticipe.be » est une initiative conjointe du commissariat Easi-Wal, sous l'autorité directe du Ministre-Président de la Région wallonne et de la Fondation Roi Baudouin. Celle-ci vise à encourager et soutenir la

citoyenneté locale active. Les trois objectifs prioritaires de ce site « carrefour » sont les suivants :

- Informer le public sur les réalités de la démocratie participative et les initiatives citoyennes locales en Belgique francophone.
- Encourager et aider les citoyens « ordinaires » à s'impliquer concrètement dans la vie locale à travers des projets collectifs d'intérêt général visant l'amélioration de la qualité de vie collective en Belgique francophone.
- Valoriser les initiatives locales positives et leurs initiateurs et stimuler les synergies et les échanges d'expériences susceptibles de les renforcer.

### 1.3 Contexte

Suite à la réflexion menée en 2003 sur les perspectives en matière de démocratie électronique et une étude relative à l'e-démocratie, l'idée de la conception d'un portail « coupole » sur la thématique de la participation et de l'initiative citoyenne est apparue comme une étape-clé dans l'accompagnement des développements que connaît la participation citoyenne. Les projets se multiplient, le phénomène est en pleine expansion mais il a été constaté un isolement des acteurs et un manque d'information claire sur des initiatives similaires. Le manque de centralisation des ressources était un frein à l'engagement des citoyens dans une démarche participative. La mise en ligne du portail de la citoyenneté active [www.jeparticipe.be](http://www.jeparticipe.be) a donc pour vocation de combler ce manque.

### 1.4 Description et fonctionnement

La philosophie des initiateurs de ce carrefour de la citoyenneté locale est de favoriser la circulation des idées, l'émulation et les synergies ainsi que de faciliter les démarches techniques et administratives. Aussi entendent-ils faire converger des citoyens qui ont concrétisé des projets – même modestes – destinés à améliorer la vie d'un quartier ou d'un village, et d'autres qui y réfléchissent ou s'y préparent. Tous les groupes, comités ou associations engagés localement sont dès lors invités à présenter leurs initiatives concrètes via le répertoire d'initiatives locales, alimenté par les citoyens qui en sont les porteurs.

Depuis son lancement en 2009, de nombreux projets citoyens ont été publiés sur le site, dont la vitrine compte désormais plus de cent cinquante descriptifs d'actions locales menées par des citoyens en Belgique francophone. On y trouve ainsi une belle palette d'activités et d'idées originales au service de la collectivité.

La plupart d'entre-elles se situent dans la province du Hainaut (54), suivie par les provinces de Liège (31) et de Namur, puis par le Brabant Wallon (16), le Luxembourg (17) et Bruxelles (13). Ce sont principalement des initiatives festives et de solidarité qui tiennent le haut du pavé, suivies par la préservation du patrimoine et de l'environnement.

Pour s'assurer de la qualité des projets locaux répertoriés, les porteurs d'initiatives doivent respecter une charte, clarifiant à la fois ce qui est entendu par « initiative citoyenne locale » et les démarches que l'on attend d'eux. Dans les grandes lignes, la charte précise que les projets doivent être portés par des citoyens, et témoigner d'un réel ancrage local avec de retombées significatives sur l'environnement immédiat: quartier, village, région proche ; en outre, ils doivent être focalisés sur l'intérêt général et bénéficier à la collective ou à une certaine catégorie de la population comme les aînés, les jeunes, les personnes handicapées, etc.

Outre le répertoire d'initiatives étoffé par les citoyens porteurs de projets, le site propose une série d'informations sur les espaces de consultation et de participation de la démocratie locale ainsi que nombreux conseils et astuces pour les projets en phases de démarrage, comme notamment un répertoire d'organismes ressources par thématique.

### 1.5 Éléments d'évaluation

Répertorier et valoriser les projets citoyens locaux en Belgique francophone au sein d'un portail unique constitue une initiative citoyenne originale et inédite en Belgique. En prônant la participation citoyenne au niveau local, cette initiative vise à renforcer les rencontres et les liens sociaux entre voisin(e)s et, plus largement, entre membres d'une même collectivité autour d'un projet collectif commun. En ce sens, elle constitue un véritable outil de « cohésion sociale » à l'échelle locale.

Outre la valorisation de nouvelles formes de sociabilité basées sur l'entraide et la solidarité, ce portail met également à l'honneur la démocratie participative par le biais d'une description fine de ses modes de fonctionnement et de ses lieux de participation.

Si le site propose à chaque porteur de projet de poster, de leur propre initiative, une description de leur projet, on peut toutefois regretter un manque régulier de mise à jour et d'alimentation du portail. On peut dès lors suspecter que ce répertoire d'initiatives soit malheureusement non-exhaustif.

Par ailleurs, le site à visée informative offre peu d'espaces d'interactivité et peu de retours d'expériences (évolution éventuelle d'un projet, critiques et commentaires de participants, etc.). Présenté comme une page Web classique, ce site est donc relativement statique et n'exploite malheureusement pas pleinement les opportunités interactives et/ou collaboratives offerte par le Web 2.0.

## 2. Waterloo.be (2.0) : le nouveau site internet communal

### 2.1 Signalétique

**Initiateurs** : l'échevin des nouvelles technologies

**Utilisateurs** : grand public et acteurs communaux

**Objectifs** : informer, échanger, interagir

**Échelle et lieu de l'initiative** : communale, Brabant wallon, Waterloo

**Date de lancement** : 2010

**État de l'initiative**: opérationnel

**Outils numériques** : portail Web multimédia

**Adresse URL** : <http://www.waterloo.be>

### 2.2 Présentation

Waterloo.be (2.0) constitue une version réactualisée du site communal Waterloo.be, qui datait de 2002. Inauguré en septembre 2010, l'ambition du site est de mettre à disposition des acteurs communaux et des citoyens les nouvelles fonctionnalités qu'offrent les dispositifs du Web 2.0 en termes de convivialité et d'interactivité. Trois « A » définissent ce nouveau portail : Actualité, Actualisations et Acteurs. Il s'est donné les moyens d'être performant à la fois au niveau des actualités et des interactions en plaçant au centre de l'organisation du site les acteurs communaux : associations, commerçants, indépendants, clubs de sports, etc.

La commune vise ainsi à faire de cette nouvelle vitrine publique interactive le premier site Web communal de Wallonie. Le nouveau site a d'ailleurs déjà fait figure d'exemple lors de la première journée découverte fédérale sur le thème « Administration 2.0 : le monstre du Loch Ness ? », organisée en octobre 2010.

### 2.3 Contexte

La commune de Waterloo s'est montrée relativement pionnière en matière d'e-démocratie/e-gouvernement puisqu'elle possède un site Web opérationnel depuis 2002 ; elle fait partie à l'époque des 119 premières communes sur les 262 en Wallonie à mobiliser l'outil numérique dans le cadre des services aux citoyens. De plus, elle a toujours veillé depuis cette date à améliorer régulièrement son site internet au fil des évolutions technologiques.

### 2.4 Description et fonctionnement

La première ambition du site Web communal est de faciliter et d'optimiser l'accès à l'information. En effet, l'objectif du premier « A » – actualité – est de donner aux internautes réponse à leur recherche en maximum trois clics, grâce à des menus conviviaux et attractifs. La page

d'accueil est entièrement dédiée à l'actualité. Jusqu'à neuf événements peuvent être mis en avant simultanément ; le mot du bourgmestre est lui-même adapté en fonction de l'actualité.

Par ailleurs, le système du nouveau site permet un lien optimal entre les informations réparties dans les pages intérieures du site, l'agenda, la newsletter, les albums photos et la revue communale *Waterloo Info*. Les sites satellites, comme, l'espace Bernier, Waterloo Sports, et Waterloo TV, notamment sont également intégrés dans la navigation.

Active depuis 2007, cette WebTV se veut être la chaîne des waterlootois. En effet, la volonté de la ville n'est pas seulement de proposer des films professionnels, mais également d'associer les Waterlootois à la vie du site. Ainsi, outre la chaîne communale qui propose des séquences vidéo sur l'histoire et les activités de la commune, on y trouve aussi une chaîne enrichie par les citoyens eux-mêmes. Celle-ci regroupe un ensemble de thématiques libres, généralement liées activités sportives, sociales et commerciales de la commune ; cette initiative encourage une véritable participation citoyenne à la vie communale.

La seconde ambition du site est de placer les acteurs au centre du dispositif en rendant celui-ci interactif. Chaque commerçant, association, indépendant, club, école peut bénéficier d'un accès direct lui permettant de gérer sa propre page Web sur le site de la commune. Alors qu'auparavant le site était géré par une seule personne, le nouveau système permet dorénavant à chaque acteur communal de publier ou modifier directement les informations, photos ou vidéos le concernant au fil de l'évolution de ses activités ; une validation est ensuite effectuée par la commune. Les associations, commerçants et clubs de sports sont également géolocalisés sur une carte.

Depuis peu, les possibilités d'interactions avec le site Web communal se sont étendues à l'ensemble des citoyens. Ainsi, moyennant un code d'accès personnel, tout particulier peut publier, au même titre que les associations et les commerçants, des informations dans l'agenda communal : fête de quartier, brocantes, conférences, portes ouvertes, etc.

Par ailleurs, le portail communal met également un guichet interactif à disposition des citoyens par le biais duquel l'ensemble des documents communaux, tous secteurs confondus, sont disponibles. Selon le type de formulaire, il est possible de les compléter automatiquement avec sa carte d'identité électronique. De nouveaux formulaires font régulièrement leur apparition. À l'avenir, il est prévu que ces services continuent à s'étendre : paiement en ligne, informations personnalisées, etc.

Ce souci d'interactivité pour améliorer les services aux citoyens va même encore plus loin : depuis 2007, le site est doté d'un agent communal virtuel, nommé W@tson, robot composé d'une base de données, couplé à un moteur intelligent de reconnaissance en langage naturel. Accessible via Windows Live Messenger, celui-ci permet aux Waterlootois de trouver de manière intuitive les réponses à leurs interrogations sur les

matières communales, sans se déplacer ni parcourir l'ensemble du site. L'administration communale devient ainsi accessible 24h/24 et 7j/7. Il s'agit d'une première européenne en matière d'e-gouvernement.

Outre que le site peut se targuer d'être trilingue – français, anglais, néerlandais, celui-ci est également vocalisé depuis 2008. Grâce à ce système, les internautes peuvent suivre la lecture du texte. En effet un curseur de couleur se déplace sur le texte au fur et à mesure de la lecture. Elle permet aussi à l'utilisateur de sélectionner exactement la partie ou l'intégralité du texte qui désire écouter. En cliquant simplement sur le bouton « Écoutez », cette fonction est disponible pour tous les utilisateurs à partir de PC, d'iPhone et autres Smartphones. Cet outil est un réel avantage pour les personnes éprouvant des difficultés de lecture, mais il permet aussi à chacun d'obtenir rapidement des informations dans des situations où la lecture n'est pas pratique, comme la conduite, les voyages, l'exercice, etc.

Waterloo est l'une des seules communes belges à disposer d'un système si moderne. Celui est identique à celui utilisé sur le site français de l'Élysée.

Par le biais de l'ensemble de ces services interactifs, les deux autres « A » qui définissent le nouveau site sont ainsi également pleinement concrétisés.

## 2.5 Éléments d'évaluation

Parmi les portails numériques communaux en Belgique francophone, celui de Waterloo peut être considéré comme l'un des plus innovants en matière d'interactivité avec les citoyens. Il bénéficie d'ailleurs d'une certaine notoriété dans la mesure où il a reçu d'Agoria en 2007, un E-Gov Award pour son agent communal virtuel, le robot W@tson, lors du récompensant les meilleurs projets en matière d'e-gouvernement.

Le site communal réserve plusieurs espaces d'expression et de production citoyennes, qui constituent autant d'outil de « cohésion sociale » pour la commune. Son réseau de blogs destinés aux commerçants et associations de la localité permet ainsi de mettre en valeur et rendre visible leurs activités, qui contribuent sans nul doute à améliorer l'image dynamique de la commune.

Par ailleurs, sa WebTV constitue non seulement un outil de valorisation des divers patrimoines locaux de la région, mais aussi, un outil de participation pour les citoyens qui désirent valoriser leur commune, par le biais de leurs propres reportages.

En revanche le portail numérique communal ne propose pas de dispositif numérique en faveur de la démocratie participative, qui permettrait de d'impliquer davantage les citoyens dans la gestion de la cité et d'augmenter ainsi leur participation démocratique, au sens entendu dans le premier chapitre ce rapport.

## 3. Andenne.be : un portail des profils d'internautes et des outils sociaux

### 3.1 Signalétique

**Initiateurs** : collège communal – Service Relations publiques

**Utilisateurs** : grand public et acteurs communaux

**Objectifs** : informer, échanger, interagir

**Échelle et lieu de l'initiative** : communale, Province de Namur, Andenne

**Date de lancement** : novembre 2007

**État de l'initiative**: opérationnel et enrichi depuis 2007

**Outils numériques** : site internet, blogs, WebTV, Facebook, Twitter, flux RSS.

**Adresse URL** : [www.andennes.be](http://www.andennes.be)

### 3.2 Présentation

Andenne.be constitue une version complètement repensée, restructurée et relookée du site communal précédent qui datait de 2003, elle est en ligne depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2007. L'ambition du collège communal et du Service relations publiques de la ville du site est d'offrir une véritable administration en ligne pour les citoyens et un véritable réseau communautaire par le biais duquel les internautes peuvent contribuer à enrichir le site communal.

Pour ce faire, le site met à disposition des citoyens l'outil *services* du projet *CommunesPlone* ainsi qu'une série de canaux d'interaction et d'outils sociaux issus du Web 2.0, comme le réseau des blogs citoyens d'Andenne, l'Andenne TV, un profil sur Facebook, une adresse Twitter et un flux RSS. Depuis 2011, Andenne a lancé une application pour Smartphone, qui permet d'accéder au site internet de la Ville via GSM ; *andennetourisme.be* propose même de découvrir les curiosités touristiques d'Andenne en réalité augmentée via Smartphone ainsi que de télécharger sur GPS des circuits de promenades. En mobilisant de tels outils innovants aux différents niveaux, la commune affiche ouvertement sa volonté d'être en tête dans le domaine de l'e-gouvernement et de l'tourisme en Wallonie.

### 3.3 Contexte

La ville d'Andenne est l'une des premières villes en Province de Namur à s'être dotée d'un service de communication publique depuis la fin des années '80, soucieuse de développer des divers canaux d'informations servant sa stratégie de communication. Le lancement dans les années 2000 de la première version du site internet communal s'inscrit, certes, dans cette stratégie promotionnelle, mais est également déjà motivé, à l'époque, par la volonté d'innover en matière de gouvernance locale et de

services aux citoyens. Dès le début du site, il s'agit en effet de mettre à disposition des différents publics (citoyens, investisseurs, visiteurs) un « guichet ouvert 24h sur 24h, consultable chez soi ou partout dans le monde ». L'actuel portail internet s'inscrit dans la continuité de cette volonté d'innovation en la matière.

### 3.4 Description et fonctionnement

La philosophie de l'actuel portail Web communal est d'offrir une architecture et une hiérarchie de l'information qui place au centre les besoins de l'internaute et non plus, comme auparavant, l'organisation des services communaux. Qui est le visiteur ? Quels renseignements recherche-t-il ? De cette réflexion est ainsi née l'idée de créer un « profil » de l'internaute pour lui proposer une information ciblée.

Pour ce faire, trois types de publics ont été définis, lesquels ont chacun des attentes spécifiques. Le premier profil est celui du citoyen en quête d'informations pratiques sur sa commune ; le second est le touriste, francophone ou non, qui cherche à réaliser des activités et des visites au sein de la commune ; le dernier est l'acteur économique désireux d'obtenir des informations sur les possibilités d'implantation, d'investissement, ou sur les opportunités d'emplois qui se présentent sur le territoire.

Afin de ne pas noyer les internautes dans une trop grande quantité d'informations qui ne les concernent pas, la commune a opté pour un site portail dédié aux citoyens, qui renvoie vers des sites satellites spécialisés, dont le site du tourisme, le site de l'économie et celui d'Andenne TV.

Placer les internautes au centre du nouveau dispositif technologique pour qu'ils deviennent acteurs de leur site communal impliquait aussi pour la commune de proposer de véritables canaux d'interaction avec les citoyens, de créer des espaces Web communs ainsi que des réseaux communautaires d'échanges. Ainsi une panoplie d'outils issus du Web 2.0 ont été développés en complément du site Web :

- Le réseau des blogs citoyens (Andenneblog) offre la possibilité à tout citoyen de la commune de créer son blog personnalisable aux fonctionnalités avancées tout en ayant une identité commune.
- Une adresse mail communale pour chaque citoyen qui le désire.
- Une WebTV (Andenne TV) qui propose, en sus du magazine communal télévisé trimestriel et des reportages vidéo de divers services communaux, la possibilité pour les vidéastes amateurs de poster et partager leurs reportages qui ont trait à la commune et à sa vie associative. Depuis peu, elle propose des émissions retransmises en direct. D'ailleurs, la commune propose aussi, lors de la semaine numérique annuelle, un atelier de formation pour les futurs « journalistes » de cette chaîne locale. C'est dire qu'elle est attentive à

ce que sa WebTV soit une plateforme d'expression privilégiée et accessible à l'ensemble de ses habitants.

- Des liens vers les sites de réseaux sociaux tels que Facebook et Twitter sont également disponibles depuis début 2010 ; on y retrouve les informations mises en ligne sur le site. Ces nouvelles fonctionnalités tentent de répondre aux attentes des habitants et cherchent à donner encore davantage de notoriété à la page Web d'Andenne.
- Des applications pour Smartphones, disponibles depuis début 2011, qui proposent de découvrir la ville d'Andenne en réalité augmentée : concrètement, ce dispositif permet aux visiteurs d'accéder à des contenus associés à ce qu'ils sont en train de découvrir ; grâce à l'application Layar, il est ainsi possible d'accéder en direct sur un Smartphone, en scannant l'endroit où le visiteur se trouve (via une balise composée d'un code), à des descriptions des différents lieux du patrimoine andennais.

Par ailleurs, le site propose des services en ligne qui s'intègrent au groupement de communes « CommunesPlone ». Ce projet est une initiative des communes wallonnes qui ont choisi de faire évoluer leur informatique vers une plus grande autonomie et une meilleure maîtrise en suivant une stratégie identique. Pour amoindrir la dépendance aux fournisseurs de services techniques extérieurs, ce projet a développé des applications métiers et des sites internet par et pour les communes, en logiciel open source.

Concrètement, cet outil eServices permet au citoyen, d'une part, d'effectuer tous types de démarches en lignes (commande de documents administratifs, inscription à un évènement, etc.) et à l'administration communale, d'autre part, de gérer ces demandes en changeant le statut de la démarche en fonction des étapes de son parcours.

Prochainement, de nouvelles fonctionnalités viendront encore enrichir le site communal. On pense notamment à la possibilité de payer en ligne dans le cadre des eServices et à l'accès à un magasin en ligne sur le site du tourisme afin de commander souvenirs et brochures via paiement électronique, par exemple.

### 3.5 Éléments d'évaluation

Parmi les portails numériques communaux en Belgique francophone, le site d'Andenne est sans doute le plus innovant en matière d'interactivité avec les citoyens à la fois dans les domaines de la participation citoyenne, de l'e-gouvernement et l'e-tourisme. D'ailleurs, il bénéficie d'une certaine notoriété puisqu'il a remporté en 2008 un E-Gov Award, lors du concours annuel d'Agoria en se voyant décerner le titre de « Champion local » de l'e-gouvernement.

## 4. MonDour.be : un blog citoyen interactif

### 4.1 Signalétique

**Initiateurs** : journaliste à la Province et habitants de Dour

**Utilisateurs** : grand public

**Objectifs** : informer, échanger

**Échelle et lieu de l'initiative** : locale, commune de Dour

**Date de lancement** : début 2011

**État de l'initiative**: opérationnel

**Outils numériques** : blog

**Adresse URL** : [www.mondour.be/blog](http://www.mondour.be/blog)

### 4.2 Présentation

Créé en 2009 à l'initiative de sept citoyens dourois, le blog citoyen d'information MonDour.be a pour principal objectif d'informer quotidiennement les habitants de Dour de l'actualité de leur commune. Outil d'expression, il donne la possibilité aux lecteurs d'interagir par le biais de commentaires et de sondages sur les actualités publiées, ainsi que par le biais du « CaféMonDour », à partir duquel il est possible de lancer n'importe quel sujet de discussion ou suggestion. En outre, depuis cette année, le blog propose de tester un concept relativement inédit, du moins en Belgique: des promenades thématiques guidées en mp3 dans la ville ou lors d'événements culturels particuliers : les randoMP3.

### 4.3 Contexte

En tant que citoyen actif de la commune de Dour, Joël Tricart, éducateur spécialisé, consultant « media 2.0 » pour le groupe Sud Presse et passionné par la création de sites Web, décide de lancer en 2009, en collaboration avec six autres citoyens de Dour un blog interactif sur l'actualité quotidienne de sa commune. Rapidement, une asbl est créée pour formaliser les activités du blog. Depuis mars 2011, son activité journalistique sur le blog Dour du groupe Sud Presse permet au blog citoyen d'être officiellement en collaboration avec celui du groupe de Presse, lui assurant ainsi une plus grande reconnaissance et visibilité.

### 4.4 Description et fonctionnement

Enrichi au quotidien, le blog « monDour.be » constitue une véritable vitrine sur les actualités et les événements en tout genre de la commune. Son fonctionnement est relativement classique puisque les articles relatifs à l'actualité sont classés par ordre chronologique ainsi que les commentaires des lecteurs qui y sont liés.

D'autres onglets sur le site permettent toutefois d'accéder à des contenus aux formes plus originales. C'est le cas notamment de la section destinée

aux Rando.MP3. Créées en collaboration avec la Roulotte Théâtrale asbl<sup>10</sup>, ces promenades thématiques sont téléchargeables sur le site. On y entend des histoires relatives à l'histoire et à la culture de la commune ainsi que des interviews réalisées auprès d'habitants de la commune. Récemment, une promenade MP3 spéciale a été créée pour le « weekend Wallonie bienvenue ». La section relative au Conseil communal permet, quant à elle, de suivre en direct la retransmission commentée des conseils communaux ainsi que d'accéder à toutes ses archives. Par ailleurs, l'onglet vidéo donne accès à des reportages thématiques sur la commune, par le biais de la WebTV, créée conjointement au blog. Finalement, le forum CaféMonDour remporte un relativement large succès puisque chaque session lancée comptabilise près de 500 commentaires.

#### 4.5 Éléments d'évaluation

Ce dispositif est un véritable blog citoyen, qui constitue à la fois un outil d'expression, d'information, et de participation des habitants de la commune de Dour. Centré sur toute l'actualité politique, sociale et culturelle de la commune, ce blog permet aux habitants de se réapproprier une information de proximité qu'ils ne maîtrisent pas forcément dans la presse locale. Il imprime une réelle dynamique de cohésion sociale et de convivialité au sein du territoire. De fait, les divers espaces consacrés à l'expression citoyenne, à la valorisation des initiatives locales et aux concours en tout genre participent à renforcer les liens sociaux et la convivialité entre les habitants de cette commune. Ainsi, ils se sentent davantage considérés comme acteurs de leur commune, ce qui leur permet de retrouver le goût de la participation à la vie de la Cité.

De plus, ce blog constitue une belle carte de visite pour la commune. Il permet de mettre en valeur l'action communale et de diffuser l'image de Dour comme une commune dynamique et participative. Le patrimoine local (sportif, festif, culturel etc.) est valorisé également par le biais de la section « Dour vu par ». À travers la vision que livrent certaines personnalités de leur commune, c'est la mémoire vive du patrimoine local qui est préservé. Ces témoignages complètent de manière originale ceux qui sont apportés par la WebTV sur des thématiques culturelles et sociales particulières.

Les relations entre l'administration communale et les citoyens ne sont pas non plus oubliées : le blog propose un espace inédit de retransmission commentée de chaque Conseil communal. Dès lors, le blog peut se targuer de favoriser l'implication des citoyens non seulement dans la vie de leur quartier, mais aussi dans la démocratie de leur localité.

---

<sup>10</sup> La Roulotte Théâtrale est une compagnie dont l'objectif est de valoriser le patrimoine de la Communauté française, en multipliant les spectacles, soirées contées et événements divers.

## 5. La marque jeune du CAAJ de Bruxelles

### 5.1 Signalétique

**Initiateurs** : Conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse (CAAJ) de Bruxelles – service de la direction générale de l'Aide à la jeunesse en collaboration avec le délégué général au droit de l'enfant.

**Utilisateurs** : secteur non-marchand, responsables politiques et grand public

**Objectifs** : expression et participation citoyenne

**Échelle et lieu de l'initiative** : régionale, Bruxelles-Capitale.

**Date de lancement** : 2010

**État de l'initiative**: opérationnel

**Outils numériques** : site Web, photos, audio, vidéo numériques

**Adresse URL**: [www.lamarquejeune.be](http://www.lamarquejeune.be)

### 5.2 Présentation

La Marque Jeune est une initiative du Conseil d'Arrondissement d'Aide à la Jeunesse de Bruxelles (CAAJ) qui rassemble les 19 services d'Aide en Milieu Ouvert de Bruxelles. Le projet vise à diffuser une image « positive » des jeunes bruxellois qui fréquentent ces services, de montrer leurs engagements, leurs expériences, leurs craintes et leurs espoirs. Ils sont invités à s'exprimer sur huit thèmes de société qui les concernent directement, par le biais de diverses démarches artistiques, dont notamment numériques. Toutes les productions sont ensuite publiées sur le site Web de la Marque Jeune et diffusées par ce canal numérique.

Outre la valorisation de l'expression citoyenne des jeunes en difficulté, l'objectif du projet a une dimension résolument participative : faire entendre la voix de ces jeunes dans le débat politique. En effet, les jeunes sont invités à participer, en collaboration avec les professionnels du secteur de l'aide à la jeunesse, à l'élaboration d'un état des lieux et à la formulation d'alternatives constructives sur chacune des thématiques abordées. Ce travail alimente progressivement un cahier de revendications qui sera présenté aux responsables politiques en septembre 2011, lors des événements organisés à l'occasion des 20 ans du décret relatif de l'aide à la jeunesse.

### 5.3 Contexte

La Marque Jeune est née d'un constat : les 15-25 ans sont trop souvent diabolisés et trop peu écoutés. Aussi, fin 2009, les 19 AMO bruxelloises se sont rencontrées sous l'impulsion du Conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse (CAAJ) de Bruxelles afin de réfléchir à la meilleure manière de répondre à l'image très négative dont souffrent les jeunes en difficulté, notamment à la suite d'émeutes à Bruxelles. Par le biais de ce projet, les initiateurs visaient à montrer que ces jeunes rencontrent, eux aussi, de nombreuses difficultés au quotidien, qu'ils éprouvent, eux aussi, des peurs, des angoisses, et qu'ils s'interrogent sur la société dans laquelle

ils vivent : ils ont aussi des espérances et s'engagent dans des projets. La Marque Jeune vise ainsi à diffuser, via des témoignages et des productions artistiques, une image des jeunes plus positive. La Marque est donc bien celle des Jeunes de Bruxelles, celle que leurs vécus impriment dans la Capitale.

#### 5.4 Description et fonctionnement

Depuis début 2010, ce projet rassemble les 19 Services d'Aide en Milieu Ouvert de la Région Bruxelles-Capitale, qui entretiennent des liens avec des centaines de jeunes en difficulté.

Dans le cadre du projet, les jeunes des différentes AMO sont invités à s'exprimer, au travers diverses démarches artistiques médiatisées par le numérique, sur huit thématiques qui touchent tous les domaines de leur vie quotidienne : emploi, engagement, logement, parentalité, espace urbain, genre/mixité, primo-arrivants et scolarité.

Chaque thème réunit différents partenaires, actifs dans le secteur de la jeunesse. Ceux-ci collaborent avec les jeunes pour les aider à monter leur projet artistique. Ainsi, témoignages, enquêtes/reportages vidéo, reportages audio et photos viennent ainsi alimenter régulièrement le site Web, véritable outil de médiatisation et d'amplification de leur travail auprès des politiques et de l'opinion publique.

Sous l'onglet « logement » se dévoile par exemple une enquête vidéo, nommée « Loge-toit », et réalisée par les jeunes de l'AMO CEMO à Saint-Gilles au travers de laquelle ils expriment leur point de vue sur la question du logement à Bruxelles. En parallèle à la réalisation de la vidéo, un groupe de jeunes a également travaillé à la bande son de ce reportage afin de leur permettre de s'exprimer via un autre support artistique. La bande son originale est alors inédite ; elle est le résultat d'une compilation de textes artistiques expressément « slamés » pour le générique du reportage.

Autre exemple : sous la thématique de la « mixité », on découvre un projet inédit de « slam » et vidéo, réalisé par une dizaine de jeunes de l'asbl AMOS à Schaerbeek. Pour celui-ci, il est prévu qu'il vienne s'intégrer dans une vaste expo multimédia sur le thème de la mixité de genre et la mixité sociale. En surfant sur le site Web de la Marque Jeune, on découvre ainsi des dizaines projets de cet acabit, résultat d'un travail participatif avec des jeunes auxquels on donne peu souvent la parole.

L'objectif annoncé de ces divers projets thématiques est d'initier et de former ces jeunes à la réalisation de documentaires vidéo ainsi qu'aux reportages audio et photo afin de les impliquer dans la réalisation d'un produit artistique de qualité.

Au-delà de ces initiatives artistiques originales se dévoile, en outre, un processus plus ambitieux, qui vise à inciter les jeunes à prendre une part

active dans les actions politiques de la ville ou, tout au moins, s'y intéresser et en débattre.

## 5.5 Éléments d'évaluation

Cette initiative est inédite, notamment parce qu'elle parvient à activer simultanément plusieurs dimensions de la participation citoyenne des jeunes en difficulté de la Capitale.

De fait, l'ambition même du projet, visant à revaloriser l'image de la jeunesse bruxelloise en difficulté, touche directement à la question fondamentale du « vivre ensemble » ; sa volonté affichée est bien de renforcer la cohésion sociale au sein d'un territoire urbain où prévaut une logique de mixité sociale.

Cette initiative place l'expression citoyenne des jeunes au centre de sa démarche. La dimension artistique du projet lui donne un aspect particulièrement ludique par rapport à d'autres modes d'expression citoyenne plus classiques, ce qui renforce sans nul doute l'enthousiasme des jeunes et le sens qu'ils lui donnent.

L'implication active des jeunes au cours de l'ensemble des étapes de la réalisation des Web reportages et des autres initiatives artistiques témoigne d'une réelle volonté de les inscrire dans un processus de co-création artistique, en partenariat avec les professionnels du secteur.

Au-delà de vouloir susciter l'émergence de l'expression citoyenne, l'enjeu au cœur du projet est développer de nouvelles formes de concertations démocratiques, en rendant compte, auprès des élus politique de la Région, des paroles et des opinions de jeunes habitants de la capitale, éloignés du numérique. En invitant les jeunes à réaliser un cahier de revendications adressé aux responsables politiques de la Région, ce projet favorise non plus seulement leur implication citoyenne, mais aussi et surtout leur participation politique.

On peut dès lors affirmer que cette initiative s'inscrit dans une logique « d'empowerment » ; en permettant aux jeunes de développer leur capacité à agir par-eux-mêmes et à se faire entendre dans le débat public.

## 6. « Du Je au Nous » : une plateforme d'échanges sur la participation citoyenne en ligne

### 6.1 Signalétique

**Initiateurs** : Flora asbl – réseau d'expertise en genre, durabilité et économie solidaire

**Utilisateurs** : formateurs et animateurs en insertion socio-professionnelle et en action sociale

**Objectifs** : échanger, participer, co-construire.

**Échelle et lieu de l'initiative** : Communauté française

**Date de lancement** : 2012

**État de l'initiative**: Opérationnel

**Outils numériques** : Site Web

**Adresse URL** : [www.du-je-au-nous.be](http://www.du-je-au-nous.be)

## 6.2 Présentation

Le 6 février 2012, l'asbl Flora, réseau d'expertise en genre, durabilité et économie solidaire, a inauguré le site internet (e-plateforme) à destination de tout accompagnateur qui veut travailler sur la participation citoyenne avec ses groupes. Le site Web poursuit trois objectifs :

D'abord, il présente l'outil « Du Je au Nous ». Cet outil méthodologique vise à soutenir un groupe dans la réalisation d'un projet collectif à visée citoyenne. L'outil est un parcours d'animation qui permet au groupe de découvrir ses forces et de mettre sur pied un projet qui lui appartient. Il place de façon innovante la participation citoyenne au cœur de la démarche : participer, ce n'est pas juste s'intégrer dans une structure préétablie, c'est aussi avant tout penser les structures participatives selon ses propres besoins. Voilà ici résumée toute la philosophie du projet, qui a guidé la façon dont l'outil a été pensé et développé.

Ensuite, il informe sur les formations à l'outil. Des formations et des rencontres thématiques sont organisées pour découvrir les potentialités de l'outil, se l'approprier et le développer.

Enfin, cette e-plateforme vise aussi et surtout à favoriser les rencontres virtuelles par le biais de sa communauté interactive d'utilisateurs. De fait, l'originalité du site est de permettre à chaque groupe de rendre visible le projet dans lequel il s'engage et d'échanger avec d'autres groupes. On peut ainsi témoigner de son expérience en y postant photos, vidéos et textes, mais aussi commenter les expériences des autres groupes et échanger les pratiques pédagogiques. La création de cette communauté virtuelle a donc pour but de prolonger la réflexion sur la toile autour de l'approche participative initiée au sein des groupes de travail.

## 6.3. Contexte

Au départ du projet, cet outil méthodologique a été développé « hors ligne » en vue de sensibiliser les groupes en insertion à la participation citoyenne. Celui-ci a été élaboré et expérimenté avec une dizaine de groupes de femmes en insertion, peu scolarisée et d'origine étrangère, avec le soutien pédagogique et logistique de leurs formatrices et de leurs associations.

#### 6.4. Description au fonctionnement

Le site Du Je au Nous, et sa partie interactive en particulier, reflète la philosophie de l'outil pédagogique, axée sur la participation et la co-construction. De fait, cette plateforme veut être un outil vivant en devenir et pas un outil « clé sur porte ». Ainsi chaque récit et réflexion publiés sur cet espace virtuel vise-t-il à contribuer au développement de l'outil et à sa diffusion.

L'utilisation de la plateforme est simple et intuitive. Celle-ci est composée de 4 volets distincts.

Dans la partie « outil », il est possible de télécharger l'ensemble de la démarche pédagogique ; celle-ci se compose d'un parcours d'animation flexible présenté sous forme de modules, de matériel didactique, d'exemples concrets et d'un support théorique sur la participation.

Le volet « formation » informe des lieux et dates des futures formations organisées par l'asbl Flora.

Les deux derniers volets – le réseau et le blog – constituent les parties interactives du site.

La partie « réseau » est consacrée aux différents groupes qui développent un parcours De ce type. Elle consacre un page à chacun d'eux, qui permet de laisser des témoignages sur le parcours du groupe. Sorte de mémoire virtuelle, ces traces ne sont visibles que par les membres du groupe. Cet espace permet ainsi au groupe d'interagir entre eux pendant et après la démarche.

Libres ensuite aux groupes de rendre leurs parcours et témoignages visibles à tous sur la partie « blog ». En s'inscrivant sur le site, chaque visiteur peut alors partager ses réflexions en lien avec la participation citoyenne, en témoignant de sa propre expérience, en ajoutant des techniques d'animation ou encore en commentant le témoignage des autres.

#### 6.5. Éléments d'évaluation

La pertinence de cette initiative est de proposer un espace virtuel interactif et collaboratif dans le cadre d'une démarche dont le fondement même est la co-construction de la participation citoyenne. Autrement dit, le format de l'outil numérique mis à disposition apparaît en étroite cohérence avec l'ambition même du projet : proposer un processus co-construit d'implication citoyenne à partir d'actions concrètes à la mesure des participants.

Toutefois à l'instar de ce que l'on peut remarquer dans de nombreuses expérimentations numériques similaires, on constate une vraie difficulté à parvenir à prolonger en ligne une dynamique participative issue d'une

démarche existante hors ligne. En dépit des ambitions pertinentes du projet, on déplore dès lors concrètement un manque réel d'interactivité sur le site jusqu'à présent.

## 7. Un sondage en ligne pour les jeunes : volet d'un dispositif de consultation dans le cadre de l'élaboration du Plan Jeunesse

### 7.1 Signalétique

**Initiateurs** : Conseil de la Jeunesse, organe d'avis officiel et de représentation des jeunes en Communauté française

**Utilisateurs** : jeunes de 12 à 25 ans

**Objectifs** : échanger, participer, co-construire

**Échelle et lieu de l'initiative** : Communauté française

**Date de lancement** : 2012.

**État de l'initiative**: Jusque fin mars 2012

**Outils numériques** : enquête en ligne

**Adresse URL** : [www.conseildelajeunesse.be](http://www.conseildelajeunesse.be)

### 7.2. Présentation et description

Depuis 2009 la Ministre de la Jeunesse de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Evelyne Huytebroeck, a lancé un vaste chantier de réflexions sur les politiques de la jeunesse, dont l'élaboration d'un « Plan Jeunesse ». Son objectif est une meilleure cohérence des politiques qui touchent les jeunes au quotidien.

Dans ce cadre, Le Conseil de la Jeunesse, organe d'avis officiel et de représentation des jeunes en Communauté française, été chargé par la Ministre de consulter les jeunes sur les thématiques prioritaires définies par celle-ci. Le Conseil organise donc depuis novembre 2011 des consultations diverses pour récolter les avis des jeunes de la Fédération Wallonie-Bruxelles, dont notamment le sondage en ligne.

Ainsi, du 6 février au 31 mars 2012, les jeunes entre 12 et 25 ans ont l'opportunité de participer à ce sondage en ligne, accessible via le site du Conseil de la Jeunesse. Il est anonyme et se remplit en une dizaine de minutes.

Ce sondage correspond à la seconde phase de la consultation. Il vise à affiner les résultats de la première consultation de terrain ; celle-ci était un premier « coup de sonde » afin de récolter des premières idées concrètes pour améliorer le quotidien des jeunes. Aussi le sondage va-t-il permettre de connaître le positionnement des jeunes par rapport aux thématiques du plan (image des jeunes, médias, emploi, orientation scolaire et professionnelle, mobilité, logement, etc.) et de savoir ce qu'ils pensent des idées émises par les autres jeunes.

Outre que cette consultation donne l'occasion aux jeunes de contribuer à l'élaboration d'un plan d'action qui les concerne directement, elle permet aussi au Conseil de la Jeunesse de récolter leur avis et des recommandations qu'il pourra défendre auprès des politiques à l'avenir, et ce indépendamment du Plan Jeunesse.

### 7.3. Contexte

Ce sondage en ligne s'inscrit dans un ensemble de dispositifs de consultation, mis en place par le Conseil de la Jeunesse afin de donner la parole aux jeunes de Bruxelles et de Wallonie lors de la phase de l'élaboration du Plan Jeunesse. Ainsi, depuis novembre 2011, le Conseil demande aux jeunes leurs avis et leurs priorités par rapport aux thématiques abordées par le Plan. Outre le sondage en ligne, des centaines de jeunes ont déjà pu faire entendre leur voix lors d'une large enquête de terrain. En avril de cette année, une Agora des jeunes est également organisée afin que l'ensemble des jeunes la Fédération Wallonie-Bruxelles puissent débattre de questions liées aux six thématiques du Plan. Leurs avis seront ensuite relayés au sein des groupes de travail qui construisent le futur Plan Jeunesse.

### 7.4. Éléments d'évaluation

Parmi l'ensemble des « bonnes pratiques » présentées dans le cadre de ce rapport, cette initiative est celle qui répond au sens le plus étroit du terme « dispositif de démocratie numérique ». De fait, elle constitue véritablement un « outil de démocratie participative supportée par les TIC », tel que cela a été défini dans l'introduction du rapport.

À l'heure de la rédaction de ces lignes, on n'a malheureusement pas encore connaissance du taux de participation des jeunes à cette initiative en ligne. On peut toutefois déjà saluer le caractère résolument inédit et innovant d'un projet d'une telle ampleur, et souligner la volonté de ses protagonistes d'adapter le format de cette consultation aux pratiques de communication actuelles des jeunes, largement dominées par les outils numériques. On peut espérer qu'une telle initiative ait stimulé la participation citoyenne d'un plus grand nombre d'entre eux.

## 8. Corsaires.TV : une WebTV locale et participative

### 8.1 Signalétique

**Initiateurs** : Les corsaires asbl

**Utilisateurs** : grand public

**Objectifs** : informer, participer

**Échelle et lieu de l'initiative** : locale – commune Anderlecht

**Date de lancement :** début 2011

**État de l'initiative:** opérationnel

**Outils numériques :** WebTV

**Adresse URL:** [www.corsaires.tv](http://www.corsaires.tv)

## 8.2 Présentation

Créée début 2011 par l'asbl les Corsaires, Corsaires Tv (CTV) est une WebTV qui propose un magazine mensuel en ligne de 15 minutes sur les initiatives citoyennes qui émergent dans les quartiers populaires à Bruxelles. Elle a plusieurs objectifs :

- Un autre regard sur les quartiers : CTV est basée aux abords de la place Lemmens à Cureghem à Anderlecht. Son objectif est d'apporter un contre-point à l'image le plus souvent négative véhiculée par les médias traditionnels sur les quartiers populaires.
- Une Webtélé participative : CTV a pour ambition de mener un travail participatif, en travaillant en lien direct avec les associations locales et les habitants de ces quartiers.
- Un outil d'information : l'information audiovisuelle locale se limite le plus souvent aux faits divers. L'objectif de CTV est de proposer une information sur les initiatives citoyennes locales qui bénéficient de peu de visibilité dans les médias traditionnels. Chaque mois, CTV propose ainsi 6 sujets originaux, tournés par l'équipe Corsaires en collaboration avec le tissu associatif et les habitants. Ainsi, c'est un véritable outil d'information alternative, qui éveille la curiosité des internautes pour des univers généralement absents de leurs écrans.
- Cette initiative est aussi un outil de lutte contre la fracture numérique et d'éducation aux médias destiné aux publics de ces quartiers fragilisés sur le plan socio-économique et culturel.

## 8.3 Contexte

La WebTV en ligne Corsaires TV est l'une des principales activités actuelles, avec le projet Magusine, de l'asbl les Corsaires, dont l'objectif est de développer, depuis 1999, des projets Web à vocation citoyenne et culturelle, d'éducation et de formation. Au-delà du projet éducatif, cette WebTV locale est née d'une volonté de revaloriser l'image des quartiers populaires et de leurs habitants, trop souvent associés aux mauvais « faits divers ».

## 8.4 Description et fonctionnement

Comme l'annonce le slogan : « Corsaires TV, c'est une télé en ligne anti grise mine ». Son ambition est rendre visible les actions qui fissurent les murs entre les communautés, favorisent la cohésion sociale, la mixité sociale et le dialogue interculturel. L'objectif est ainsi de proposer une image à la fois dynamique et plus juste des quartiers populaires, que celle souvent stigmatisante, véhiculée par les médias traditionnels.

Pour ce faire, CTV publie chaque mois une capsule vidéo de quinze minutes réalisée par des groupes de « novices », issus des associations partenaires du projet (associations, centres de formation, maisons de quartiers, CPAS, institutions publiques etc.), dans le cadre d'un atelier d'éducation aux médias. Les six séquences proposées dans les capsules sont également disponibles individuellement. Toutes les publications sont sous-titrées en français depuis août 2011.

Ainsi, CTV propose une réelle expérience formative participative et stimulante, avec un résultat concret ;

- qui exploite les compétences des participants et leur permet d'en expérimenter de nouvelles (en terme d'expression écrite et orale, de travail en équipe) ;
- qui cherche à amener les participants à décrypter et à démystifier la réalisation d'une émission télé, à développer un esprit critique face à l'image en découvrant comment elle se fabrique.

Le canevas mensuel de participation aux ateliers est le suivant : CTV reçoit chaque mois un groupe issu du monde associatif qui est constitué de 4 à 16 personnes pour 3 séances de 3 heures. Ce groupe vient réaliser 5 « plateaux » en studio (un résultat concret, valorisable) et aborde tous les aspects de la réalisation d'une émission télé, en réalisant vraiment le numéro en cours.

Deux ateliers fonctionnent conjointement : Le Comité de Rédaction évalue et choisit les sujets préparés par les Corsaires. Il est ensuite chargé d'écrire les textes qui annoncent les sujets à l'antenne. Les présentateurs/trices choisis en son sein présentent enfin l'émission face caméra. L'Équipe technique assure, quant à elle, le vrai travail en studio : la régie image, l'infographie « live », le cadrage image, le prompteur, etc.

Cette initiation a lieu au cours de deux ateliers qui fonctionnent conjointement. Le premier fonctionne comme un comité de rédaction : il évalue et choisit les séquences du mois parmi les sujets préparés par les Corsaires. Il est ensuite chargé d'écrire les textes qui accompagnent les sujets à l'antenne. Les présentateurs/-trices choisis en son sein présentent enfin l'émission en studio (en duo, face caméra). Le second atelier concerne la dimension technique : l'équipe assure vraiment, dans les conditions du direct, l'enregistrement en studio avec la régie images, l'infographie live, le cadrage, le prompteur, etc.

## 8.5 Éléments d'évaluation

Ce projet de forme novatrice s'inscrit dans le cadre de l'ambition initiale de l'association porté depuis ses débuts, à savoir : la lutte contre la fracture numérique chez les publics défavorisés de cette commune de la Capitale. Toutefois, cette initiative fait un pas supplémentaire en termes

de dynamique participative chez les jeunes du quartier ; elle est inédite à plusieurs égards.

D'abord, en s'attachant à revaloriser l'image du quartier par le biais de la promotion d'initiatives citoyennes locales, elle constitue un outil d'information alternatif, qui permet de valoriser la mémoire collective et la vie associative de quartiers souvent dépréciés. Elle met à l'honneur des initiatives qui favorisent la mixité sociale et le dialogue interculturel ; elle participe, en cela, à renforcer la cohésion sociale et le « vivre ensemble » dans ces quartiers.

En outre, ce projet constitue un outil d'expression citoyenne pour les jeunes de ces quartiers puisqu'il implique leur participation active à tous les stades de la réalisation et de la diffusion de reportages, lesquels portent sur leur propre vie quotidienne et touchent aux questions qui leur tiennent à cœur. Ces créations audiovisuelles inédites participent ainsi à mettre à l'honneur leur identité multiculturelle et celle de leurs quartiers.

L'éducation à la lecture critique des productions sur Internet, donnée conjointement aux ateliers pratiques et techniques, vise aussi à porter un regard citoyen sur ce qui circule sur la toile ainsi que sur les créations en passe de se réaliser. Aussi, cette initiative participe-t-elle, dans une certaine mesure, à la formation de jeunes citoyens responsables, actifs, critiques et solidaires – de CRACS. À cet égard, notons toutefois les limites de cette ambition. Selon la coordinatrice du projet, le nombre d'ateliers – entre trois après-midis et une semaine selon la disponibilité des participants et leur durée – rend souvent difficile la pleine mise en œuvre de ce volet plus théorique et critique de la formation.

La coordinatrice souligne également la certaine difficulté à mobiliser les jeunes et les associations locales à cette initiative. A ce stade encore expérimental du projet, les Corsaires doivent souvent « démarcher » les associations et leurs jeunes pour qu'ils se lancent dans l'aventure. Une fois le premier pas effectué, les jeunes semblent toutefois enthousiastes et motivés, comme en témoignent les neuf premiers reportages sur le site.

## 9. Dazibao : les TIC comme outil d'interpellation de la société civile

### 9.1 Signalétique

**Initiateurs** : Le Monde des possibles asbl, Peuple et culture asbl, le Cripel et la Croix-Rouge de Belgique – Département ADA.

**Utilisateurs** : les demandeurs d'asiles

**Objectifs** : informer, échanger, participer

**Échelle et lieu de l'initiative** : régionale, Liège

**Date de lancement** : début 2011

**État de l'initiative**: opérationnel

**Outils numériques** : blog

Adresse URL : <http://dazibao.eklablog.net>

## 9.2 Présentation et contexte

Créé en 2009, le projet Dazibao est un projet qui vise à développer le soutien des demandeurs d'asile en attente en centres ouverts ainsi que mieux cerner cette problématique délicate. Dans le cadre général d'une formation visant à valoriser les ressources personnelles des personnes demandeuses d'asile des centres ouverts de la Croix Rouge pendant leur période d'attente, l'ambition du projet est double : il vise à offrir aux demandeurs d'asile, d'une part, une préformation qualifiante à l'usage des technologies numériques comme outil d'interpellation de la société civile, et, d'autre part, des outils d'autonomisation et de développement d'une citoyenneté active par le biais d'actions d'éducation permanente, basées sur une démarche de co-construction des savoirs.

## 9.3 Description et fonctionnement

Pour développer une citoyenneté active passant par l'expression des revendications et l'exercice des droits sociaux, culturels, économiques et politiques, le projet Dazibao s'appuie notamment sur des ateliers visant à s'approprier les outils numériques en vue d'exprimer son vécu et développer des contenus d'interpellation de la société civile belge.

Concrètement, des échanges structurés avec des groupes d'environ 15 résidents de centres ouverts désireux d'apprendre les TIC sont mis en place et animés régulièrement par le Monde des Possibles. Ces ateliers s'inscrivent dans les activités de lutte contre la fracture numérique de l'asbl.

Ces formations à l'informatique et ces ateliers de créations numériques visent, à la fois, à l'initiation à l'usage des outils et à l'éducation aux médias de manière plus générale en vue de développer une cyber-citoyenneté. L'usage des nouvelles technologies est ici conçu comme un support d'expression collectif des parcours migratoires, des raisons politiques, sociales et économiques qui y président et comme moyen de mise en réseaux des différents participants.

Ce module de formation aux TIC et à la création de contenus numériques constitue le volet majeur des trois axes principaux du projet, étalé sur 160 heures. Celui-ci est dispensé à raison de 80 heures. Il s'articule avec deux autres volets distincts et complémentaires ; celui de parcours citoyens (50 heures), pris en charge par Peuple et Culture, vise à une prise de conscience critique des réalités de la société et au développement de capacité de participation à la vie sociale ; les séances d'informations sociales (30 heures), pris en charge par le Cripel, visent quant à elles à mieux connaître le droit des étrangers en Belgique.

Le dispositif de formation aux technologies numériques est donc alimenté par les réflexions et les contenus développés dans le cadre des

deux autres modules. Ce dispositif est organisé de façon à ce qu'il puisse s'insérer dans un parcours intégré de soutien aux demandeurs d'asile. Il est notamment basé sur un travail de recueil de témoignages et de réflexion, lequel est transformé en format numérique par le biais de l'édition de blogs personnels de textes, d'images et/ou de vidéos développés dans le cadre des ateliers.

#### 9.4 Éléments d'évaluation

L'originalité de ce projet citoyen est d'inscrire l'apprentissage de l'usage des médias numériques dans un parcours intégré de soutien aux demandeurs d'asile, qui s'articule autour de plusieurs volets complémentaires. Les technologies numériques, en l'occurrence ici les blogs, servent ici avant tout de support collectif d'expression de parcours migratoires difficiles en vue d'interpeller la société civile belge.

Ainsi, le projet favorise non seulement l'expression citoyenne au niveau individuel, mais il permet aussi et surtout de mettre en réseau des citoyens partageant des parcours de vie similaires. Les blogs sont ainsi également ici un outil de mobilisation, qui permet aux demandeurs d'asile de porter collectivement leurs revendications sur la place publique.

Avec les blogs comme supports numériques d'expression et de mobilisation, ces parcours intégrés de formation impulsent donc une véritable dynamique collective chez les demandeurs d'asiles, laquelle contribue à développer leur capacité d'agir à partir de leurs propres situations et leurs propres compétences.

## 10. Creart.net : blog radio des jeunes de Molenbeek

### 10.1 Signalétique

**Initiateurs** : Lutte contre l'exclusion sociale à Molenbeek, partenariat avec la Maison des Cultures et de la Cohésion Sociale et Gsara asbl

**Utilisateurs** : jeunes et habitants de Molenbeek

**Objectifs** : échanger, participer

**Échelle et lieu de l'initiative** : Communale – Molenbeek-Saint-Jean

**Date de lancement** : octobre 2010

**État de l'initiative**: opérationnelle pour la partie Webradio uniquement

**Outils numériques** : blog, Webradio, Webvidéo

**Adresse URL** : [www.crearnet.be/nous](http://www.crearnet.be/nous) et [www.micro-ondes.be](http://www.micro-ondes.be)

### 10.2 Présentation

Le projet de la plateforme Creart.Net a pour ambition générale d'accompagner les jeunes des quartiers défavorisés de Molenbeek-Saint-Jean à approfondir leurs connaissances des outils numériques par le levier

de la création artistique et culturelle sur le Web. Ce levier est considéré comme une possibilité offerte aux jeunes de dépasser les limites de l'utilisation « classique » d'internet et des logiciels de production multimédias.

Concrètement, l'objectif est d'amener les jeunes à utiliser au mieux le Web à des fins d'apprentissage par le biais d'un processus créatif, qui les conduit à produire des « œuvres », dont ils assurent ensuite la promotion par le biais de ce même outil numérique. La finalité du projet consiste donc à développer un outil complet de soutien à la création multimédia sur le Web.

La plateforme comprend un espace « Web magazine », une « WebTV » et une « Web radio ».

### 10.3 Contexte

Initié dans le cadre d'un projet Grundtvig de l'Union européenne, cette initiative vit concrètement le jour grâce au soutien financier du SPP fédéral Intégration sociale dans le cadre du plan de lutte contre la fracture numérique. Ce projet de création artistique et culturelle sur le Web est né d'une réflexion menée dans le cadre général des activités de l'asbl sur l'accès à la création et à la culture des jeunes issus de milieux socio-culturellement défavorisés.

### 10.4 Description et fonctionnement

Afin de développer un outil complet de soutien à la créativité chez les jeunes, l'asbl initiatrice du projet s'est associée à deux opérateurs culturels: la Maison des Cultures et de la Cohésion sociale à Molenbeek (MCCS) et Gsara Asbl. Ceci permet à chacun des partenaires d'apporter ses moyens et son expertise. Ainsi, la MCCS et Gsara mettent à disposition du projet des espaces, des infrastructures et des techniciens, tandis que l'asbl Lutte contre l'exclusion sociale à Molenbeek le coordonne et assure un suivi personnalisé à tous les jeunes engagés dans le projet. Cette dernière se charge également de la promotion de l'initiative auprès des associations et des jeunes des quartiers de la commune.

Le déroulement du projet de création artistique et culturelle se déroule en plusieurs phases.

Sur base de leur motivation à réaliser un projet personnel en relation avec la création artistique et la culture, les jeunes sont d'abord sélectionnés. Ils sont ensuite invités à suivre des ateliers collectifs d'initiation au contenu culturel véhiculé par internet, afin de leur permettre d'élargir leur horizon culturel ainsi que leur projet. Cette première étape est cruciale pour la réussite du projet.

Dans un second temps, les jeunes participants prennent part à l'élaboration de leur propre projet, dans le cadre d'un accompagnement individualisé, dispensé par un formateur/intervenant aux compétences techniques et pédagogiques adaptées à leur projet. Les outils multimédia nécessaires pour développer leurs initiatives sont également mis à leur disposition. Un partenariat avec les créateurs du projet culturel milanais C6TV<sup>11</sup>, dont la présente initiative s'inspire, permet au projet de bénéficier d'un accompagnement méthodologique éclairé et renforcer ainsi sa qualité.

Concrètement, jusqu'à ce jour, les jeunes sélectionnés de la Maison de quartier Heyvart ont réalisé une série de documentaires Webradio sur des thématiques liées à leur commune. Pour ce faire, ils ont été à la rencontre de ses habitants pour tenter définir ce qui fait le présent de Molenbeek et de lui donner un avenir. Ces reportages ont été enregistrés dans le studio de l'atelier radio de la régionale de Bruxelles du Gsara asbl.

### 10.5 Éléments d'évaluation

Très inspiré à la base par le projet de WebTV découvert à Milan, le projet creart.net s'est rapidement transformé en un projet polymorphe, centré sur les logiciels libres et sur la créativité des jeunes.

Si, à ce jour, l'ensemble des projets multimédias initialement prévus n'ont pas encore pu se concrétiser, le coordinateur du projet confie qu'un état d'esprit s'est installé chez les jeunes ; ils ont pris le pli à la création artistique via le Web et marquent un réel enthousiasme pour la suite.

Cette initiative permet aux jeunes de s'autonomiser dans l'usage TIC. Ils acquièrent des compétences nouvelles dans des domaines tels que l'utilisation de logiciels de montage d'image et de son, la prise de son, la réalisation de reportages radio, etc. En outre, ce projet leur permet aussi de prendre confiance en eux et en leurs capacités à apprendre et à créer.

Par ailleurs, les ateliers d'initiation aux contenus culturels véhiculés sur la toile les amènent à réfléchir sur les questions éthiques, sociales et culturelles, pour ensuite traduire leur « ressenti » avec leurs mots, leurs images et leurs sons. Aussi cette initiative constitue-t-elle une véritable initiation à l'expression citoyenne via les médias numériques ; elle s'inscrit dans une logique « d'empowerment », qui vise à autonomiser les jeunes à partir de leur propre vécu et leurs propres compétences.

---

<sup>11</sup> [www.c6.tv](http://www.c6.tv) est une plateforme milanaise de soutien à la création, qui couvre tous les champs de la production multimédia et fait appel au potentiel éducatif des TIC pour permettre aux jeunes d'exprimer leurs compétences et d'en acquérir de nouvelles. Cette plateforme utilise aussi l'outil journalistique comme moyen de prospection et d'analyse des réalités sociétales.

Toutefois, le coordinateur souligne les difficultés qu'il existe concrètement à faire converger les organismes sociaux locaux aux intérêts et motivations divergents au sein d'un projet citoyen commun. Il insiste également sur la nécessité de sensibiliser les animateurs des maisons de jeunes et de quartier à l'impact que peut avoir un projet autour du numérique avec les jeunes en termes de participation citoyenne.

## 11. Visages de Rixensart : plateforme à destination du monde associatif rixensartois

### 11.1 Signalétique

**Initiateurs** : citoyen de la commune de Rixensart

**Utilisateurs** : monde associatif rixensartois et grand public

**Objectifs** : informer, échanger

**Échelle et lieu de l'initiative** : locale – commune de Rixensart

**Date de lancement** : 2008

**État de l'initiative**: opérationnel

**Outils numériques** : blog

**Adresse URL** : [www.visages-de-rixensart.skynetblogs.be](http://www.visages-de-rixensart.skynetblogs.be)

### 11.2 Présentation

Créé début 2008 par Eric de Séjournet, un habitant de la commune de Rixensart, cet espace d'information et de communication accueille actuellement 80 asbl et associations rixensartoises actives sur le plan social, humanitaire, culturel ou environnemental. L'ambition de cette initiative est de valoriser la richesse de la vie associative locale, de donner aux associations une plus grande visibilité auprès du grand public ainsi que de leur permettre de créer une dynamique collective et de faciliter leurs échanges.

### 11.3 Contexte

Cette plateforme est née d'un constat réalisé par le concepteur du site : un défaut patent de communication entre les acteurs du monde associatif de la commune et un manque cruel de visibilité vis-à-vis du grand public. L'initiateur décide alors de mettre ses compétences professionnelles au service du renforcement du lien social au niveau local.

### 11.4 Description et fonctionnement

Le concept de la plateforme est bien d'outiller les associations locales afin de leur permettre d'être davantage visibles, mieux identifiées, de communiquer plus largement et plus efficacement vers le public mais aussi entre elles.

Pour ce faire, le site met en valeur les initiatives citoyennes des associations par une présentation générale de chacune d'elles ainsi que par la mise en ligne et l'actualisation régulière de leurs activités.

Les informations relatives aux associations reprises sur ce site le sont à la demande ou avec l'accord des associations d'une part, ou de source officielle, d'autre part. Aussi, le fonctionnement du site ne permet-il pas aux associations elles-mêmes d'alimenter ou actualiser directement le blog ; elles sont invitées à relayer l'information au coordinateur de la plateforme, qui se charge lui-même d'en modifier le contenu.

Sur la page d'accueil sont postés, de manière chronologique, les événements et rendez-vous qui sont inscrits au calendrier dans les jours ou semaines à venir. Par ailleurs, un classement alphabétique des associations dans la colonne de gauche permet d'obtenir des informations sur une organisation en particulier. Il faut toutefois noter que les premiers logos sont classés chronologiquement en fonction du calendrier des événements programmés afin que les associations qui ont un événement en passe de se dérouler soient mises en valeur sur le site.

### 11.5 Éléments d'évaluation

Par la mise en réseau du tissu associatif de la commune de Rixensart, cette initiative citoyenne, renforce la visibilité de l'action de ces associations, parfois peu connues. Elle contribue ainsi à resserrer les liens sociaux entre les associations elles-mêmes et entre elles et les habitants de la commune. Ce portail à visée informative favorise à la fois l'entraide et la convivialité puisqu'il renseigne sur toutes les activités à caractère tant solidaire (lieux et dates des dons de sang, des déjeunés Oxfam, etc.) que festif (concert de Noël, spectacles, etc.).

Cette initiative répond à un véritable besoin du tissu associatif local en termes de mise en réseau et de visibilité. Toutefois, sa gestion centralisée rend, dans les faits, difficile leur mise en réseau directe et immédiate. Les associations concernées sont dans l'obligation de passer par l'intermédiaire de l'initiateur du projet pour diffuser leurs informations et commentaires. Sur le site, l'interactivité est donc absente et les potentialités offertes par les outils du Web 2.0 sont inexploitées.

## 12. Objectif et Retro Rixensart : deux plateformes collaboratives pour valoriser le patrimoine de la commune de Rixensart

### 12.1 Signalétique

**Initiateurs** : citoyen de la commune de Rixensart

**Utilisateurs** : grand public

**Objectifs** : informer échanger, participer

**Échelle et lieu de l'initiative** : locale – commune de Rixensart

**Date de lancement** : 2008 et 2010

**État de l'initiative**: Opérationnel

**Outils numériques** : plateforme Web et blog collaboratif

**Adresses URL**: <http://objectif-rixensart.skynetblogs.be> et [www.retro-rixensart.skynetblogs.be](http://www.retro-rixensart.skynetblogs.be)

### 12.2 Présentation et contexte

Ces deux plateformes ont pour ambition commune de mettre en valeur les divers patrimoines locaux de Rixensart. « Visages de Rixensart » valorise le patrimoine architectural et paysager de la commune, en enrichissant le site au quotidien de photos inédites provenant de photographes professionnels et amateurs, tandis que « Retro Rixensart » s'attache à valoriser son patrimoine historique, en redonnant vie à d'anciennes photographies et contribue ainsi à la transmission d'une mémoire collective locale.

### 12.3 Description et fonctionnement

Le fonctionnement des deux sites est relativement identique quoique « Retro-Rixensart » soit plus interactif.

En effet, si le concept de « d'Objectif Rixensart » est de réunir des clichés inédits provenant de photographes des quatre coins du monde, la gestion centralisée du site par son initiateur ne permet pas aux photographes eux-mêmes d'enrichir le site. Les clichés envoyés font l'objet d'une sélection par le coordinateur de la plateforme afin que celle-ci conserve une qualité artistique minimale. Le site est enrichi au quotidien pendant toute l'année ; la photo du jour doit scrupuleusement respecter le rythme des saisons. Les photographies apparaissent donc en fonction de leur date de publication, mais un classement par auteur est aussi proposé, ce qui donne une visibilité au travail artistique de chacun d'entre eux.

« Rétro Rixensart » est, quant à lui, un site collaboratif ouvert non seulement aux détenteurs de photographies anciennes, mais également aux personnes qui souhaitent consigner leurs commentaires et anecdotes mémoriaux. Aussi, les sources de cette plateforme sont-elles les habitants

eux-mêmes, les détenteurs de cartes postales, mais aussi surtout ceux qui ont photographié Rixensart, Genval et Rosières au cours des sept décennies précédentes ; les plus anciennes photographies remontent aux années 30’.

Les détenteurs de photographies anciennes sont ainsi invités à relayer leurs clichés au coordinateur du site et non à l’alimenter directement eux-mêmes. Par contre les personnes désireuses de poster des souvenirs et anecdotes peuvent postées elles-mêmes leur commentaire via un espace interactif.

Tant « Objectif que Retro Rixensart » contribuent à sensibiliser les élus et les citoyens, les parents et leurs enfants, les professeurs et leurs élèves à porter un regard différent sur leur propre histoire et environnement.

#### 12.4 Éléments d’évaluation

Au-delà de leur ambition de valoriser les divers patrimoines de la commune et de transmettre la mémoire collective locale, ces initiatives contribuent à renforcer la cohésion sociale, la convivialité et donc à améliorer le cadre de vie collectif général sur leur territoire.

La qualité pédagogique des deux plateformes est indéniable. En témoigne d’ailleurs notamment le succès « d’Objectif Rixensart ». Avec ses 2000 visites par mois, la centaine de photographes participants et ses 2000 clichés en ligne, cette initiative constitue un véritable projet de valorisation du patrimoine architectural et paysager à l’échelle communale. D’ailleurs, elle bénéficie d’une certaine notoriété dans la mesure où elle a été primée en 2009 par un jury où siégeaient des représentants de la Région wallonne et de la Fondation Roi Baudouin. Cette récompense a été attribuée dans le cadre d’une opération qui encourage les citoyens à agir pour rendre la vie locale plus solidaire et conviviale ou pour améliorer le cadre de vie collectif.

Si la qualité pédagogique des deux plateformes est due, en large partie, à leur gestion centralisée et quotidienne par leur initiateur, cette dimension leur ôte par contre leur dimension co-constructive. De fait, les potentialités collaboratives qu’offrent les outils du Web 2.0 sont ici largement sous-exploitées. Seul l’espace dédié aux remarques et commentaires sur le site de « Retro-Rixensart » offre une certaine interactivité. On reste donc ici encore loin d’un projet citoyen, dont l’ensemble du processus est (sup)porté par une collectivité, à l’image de wiki-Brest et wiki-Rennes <sup>12</sup>, par exemple.

---

<sup>12</sup> Pour la description de ces initiatives, nous renvoyons le lecteur au chapitre III, 2.2 ; <http://www.wiki.brest.net> et <http://www.wiki.rennes.fr>.

## 13. Espace citoyen.be : portail Web pour la citoyenneté active des jeunes

### 13.1 Signalétique

**Initiateurs** : Gouvernance & Démocratie-Conseils asbl  
**Utilisateurs** : jeunes, acteurs du monde de l'éducation et grand public  
**Objectifs** : informer  
**Échelle et lieu de l'initiative** : Communautaire – Belgique francophone  
**Date de lancement** : 2009  
**État de l'initiative**: opérationnel  
**Outils numériques** : portail Web  
**Adresse URL** : <http://www.espace-citoyen.be>

### 13.2 Présentation

Conçu et animé depuis 2009 par l'asbl Gouvernance & Démocratie-Conseils, Espace-Citoyen.net, portail de la citoyenneté en Communauté française, a pour objectif d'encourager une citoyenneté active chez les jeunes. Le site propose différentes clés de compréhension aux jeunes pour leur permettre de décoder le monde qui les entoure, de débattre de certains sujets de société et de s'engager activement au sein de collectivité. Par ailleurs, le site ambitionne également d'offrir aux enseignants et animateurs de nombreuses pistes pédagogiques pour aborder la citoyenneté avec les jeunes. Cet objectif entre dans le cadre du décret relatif au renforcement de l'éducation à la citoyenneté responsable et active au sein des établissements organisés ou subventionnés par la Communauté française.<sup>13</sup>

### 13.3 Contexte

L'asbl conceptrice et animatrice de cette initiative est une association qui est indépendante et spécialisée dans l'évaluation et le conseil dans tous les domaines touchant au renforcement des pratiques démocratiques et à la bonne gestion des affaires publiques. Elle intervient dans de nombreux pays avec le soutien et en partenariat avec des organismes nationaux et internationaux. C'est dans ce cadre qu'elle a développé une expertise en projets citoyens et éducatifs utilisant les nouvelles technologies, dont notamment le projet « espace-citoyens.net ».

### 13.4 Description et fonctionnement

Défendant une approche active de la citoyenneté chez le jeune citoyen et dans le monde éducatif, Espace-citoyen.net propose une série de dossiers

---

<sup>13</sup> Décret relatif au renforcement de l'éducation à la citoyenneté responsable et active au sein des établissements organisés ou subventionnés par la Communauté française, Fondamental, Lois 31723, D-12-01-2007.

à vocation éducative sur des thématiques liées aux différentes dimensions de la citoyenneté. Un classement thématique permet ainsi de découvrir des dossiers sur des sujets aussi variés que les élections et le droit de vote en Belgique, la citoyenneté européenne, l'univers médiatique, l'enjeu d'une utilisation critique des nouveaux médias, la multiculturalité ou encore des questions liées à l'environnement ou à des enjeux internationaux.

La spécificité du portail est de proposer des articles écrits tant par des journalistes que par des enseignants qui effectuent un travail de fond sur une problématique en particulier. La collaboration de professeurs à la rédaction de dossiers garantit que l'approche des sujets traités soit résolument éducative. Toutefois, tous les dossiers qui touchent à des problématiques sensibles ou pointues comme, par exemple, les religions ou les institutions belges, sont relus et corrigés par un ou plusieurs spécialistes de la question. Cette relecture garantit une fiabilité de l'information diffusée sur Espace-Citoyen.net.

En outre, *Espace-Citoyen.net* se veut apolitique et les articles qui y sont publiés sont rédigés dans un souci d'honnêteté journalistique qui garantit une certaine objectivité de l'information.

Comme témoignage de sa pertinence et de sa qualité, Espace-Citoyen.net a reçu en 2010 le prix du meilleur projet utilisant les technologies de l'information et la communication à des fins éducatives dans la catégorie « associations » lors du concours *egov awards*.

### 13.5 Éléments d'évaluation

Consacrer un portail Web à l'éducation des différentes facettes de la citoyenneté à l'école est une initiative positive et innovante. Les dossiers publiés traitent de problématiques pertinentes et sont relativement fouillés. On regrette toutefois le manque d'interactivité du site, notamment l'absence de participation visible des élèves dans l'élaboration et/ou la rédaction des dossiers. Aussi, le portail se limite-t-il à une fonction d'information et n'exploite pas les fonctionnalités collaboratives du Web 2.0, lesquelles pourraient pourtant favoriser une approche résolument active de l'éducation à la citoyenneté, telle que prônée par les initiateurs du site.

## 14. Full TV : Une WebTV par et pour vous

### 14.1 Signalétique

**Initiateurs** : Centre de jeunes et de loisirs actifs L'éveil en partenariat avec la Maison pour associations et le Centre régional d'intégration de Charleroi

**Utilisateurs** : grand public, les jeunes en particulier, associations et entreprises de la région de Charleroi

**Objectifs** : informer, échanger, participer

**Échelle et lieu de l'initiative** : régionale, Charleroi et alentours

**Date de lancement** : septembre 2007

**État de l'initiative**: opérationnel

**Outils numériques** : Site Web et Web reportages

**Adresse URL**: [www.fulltv.be](http://www.fulltv.be).

## 14.2 Présentation

Créée, en septembre 2007, à l'initiative du Centre de jeunes et de loisirs actifs L'Éveil à Marchiennes, en partenariat avec la Maison pour associations à Ransart et le Centre régional d'intégration de Charleroi, cette WebTV citoyenne a pour objectif d'améliorer l'image de Charleroi, tout en luttant contre la fracture numérique. Elle se veut à mi-chemin entre un site et un blog.

Elle comprend quatre axes thématiques qui sont autant de chaînes centrées sur une thématique particulière. La première, « Touyou », est la chaîne *people* qui s'adresse en priorité à tous les jeunes de Charleroi ; elle s'appuie sur une politique de lutte contre la fracture numérique au sein des centres de jeunes. La seconde, « Assoss », se veut être une vitrine privilégiée pour la vie associative de la région de Charleroi ; la troisième, « Full Job », est consacrée au monde du travail et à tout ce qui s'y rapporte, la dernière, « Nozart », propose, quant à elle, toute l'actualité artistique de la région.

## 14.3 Contexte

En 2006, deux étudiants en Gestion à Mons et impliqués dans la Maison des jeunes de Ransart décident de lancer un projet de Web vidéo pour revaloriser l'image négative de Charleroi, souvent véhiculée dans les médias. Après avoir créé leur propre poste au sein de la Maison des jeunes, ils parviennent à convaincre la Maison pour associations de s'associer au projet. Celle-ci met déjà à disposition d'associations toute une série d'outils utiles à la communication : du site Internet, à son agenda en ligne, en passant par le mpaXexpress et la Web radio « Route 90 ». Elle décide de se lancer un nouveau défi en participant, en partenariat avec la Maison de Jeunes le Centre Régional d'Intégration de Charleroi, à la création d'une WEBTV citoyenne.

## 14.4 Description et fonctionnement

Enrichie au quotidien par deux nouvelles vidéos, FullTV est concrètement coordonnée par la Maison des Jeunes de L'éveil. Elle contient aujourd'hui près de 2000 Web vidéo en ligne, toutes chaînes confondues. Son fonctionnement est relativement facile et intuitif. Outre une page d'accueil où l'on trouve les dernières vidéos postées, le site Web

est divisé en quatre chaînes thématiques auxquelles on accède par un simple clic.

La première chaîne grand public, « Toyou », propose des reportages et des interviews tout azimut. Ceux-ci ont été réalisés par tous les jeunes de la région qui désirent partager leurs passions et leurs coups de cœur ; chacun a ainsi le loisir d'envoyer son Web reportage afin qu'il soit posté sur la chaîne. À la demande des jeunes, un encadrement technico-pédagogique est offert par la Maison des jeunes pour la réalisation de leur Web reportage.

La seconde chaîne, « Assoss », constitue la vitrine privilégiée de la vie associative carolorégienne. On y retrouve des présentations d'asbl, des interviews, des activités diverses et variées. Celle-ci est plus particulièrement gérée par la Maison pour associations, qui réalise les Web reportages dans les associations de la région à mettre en valeur ou faire connaître.

La troisième chaîne, « Full Job », dédiée, comme son nom l'indique, à tout ce qui se rapporte au monde du travail, propose des reportages sur des entreprises et des métiers peu connus. Il est aussi possible d'envoyer un cv vidéo ainsi que de consulter des offres et des demandes d'emploi. Ces reportages sont réalisés par des jeunes de Ransart, systématiquement encadrés par la Maison des jeunes.

La dernière chaîne, « Nozart », dédiée à toute l'actualité artistique de la région, est de loin celle qui remporte le plus de succès auprès des jeunes. Avec ses 852 vidéos en ligne, elle offre une vitrine privilégiée à tous les jeunes artistes de la région qui désirent se faire connaître. On y retrouve des interviews des jeunes, des extraits de concerts et de pièces de théâtre ainsi que des démos et vidéos en tout genre. Grâce à deux importants projets de « hip hop » mis en place par la Maison des jeunes, nombre de jeunes en difficulté ont l'occasion de réaliser leur propre vidéo dans le cadre d'ateliers d'initiation technique organisés par l'association. Celle-ci leur offre ainsi l'opportunité de réaliser un projet artistique qui les valorise, en leur offrant du matériel de qualité et un encadrement pédagogique adapté.

#### 14.5 Éléments d'évaluation

Cette initiative, née au cœur de la région de Charleroi, est novatrice à plusieurs niveaux. En plus d'offrir un nouveau canal de diffusion citoyen dans la région, elle renforce, voire active, différentes dimensions de la participation citoyenne par le biais de ces différentes chaînes thématiques. De plus, une autre particularité du projet est de proposer aux citoyens – jeunes et moins jeunes – des degrés d'implication divers selon les chaînes envisagées et le mode de réalisation de leurs reportages respectifs.

En effet, La chaîne « assoc » constitue avant tout un canal d'informations citoyen pour valoriser et rendre visible le tissu associatif de la région. En

cela, elle favorise les liens entre les habitants et les associations et entre les associations elles-mêmes, et peut ainsi contribuer, dans une certaine mesure, à améliorer leur image ainsi que celle de leur région. Toutefois, cette chaîne, dont l'ensemble des reportages est réalisé par les employés de la Maison pour associations, ne propose aucune démarche de co-création de projets.

A l'inverse, la chaîne « Toyou » et « Nosart » fonctionnent sur base d'une participation active des jeunes (et parfois moins jeunes), en leur proposant une démarche co-création de reportages de leurs choix, en partenariat avec la Maison des jeunes et avec d'autres jeunes issus parfois d'horizons divers. L'implication des jeunes est donc forte tout au long des différentes étapes, ce qui leur permet de gagner en compétences et autonomie.

## 15. Les délégués.net : le site des délégués de classe

### 15.1 Signalétique

**Initiateurs** : Gouvernance & Démocratie-Conseils asbl  
**Utilisateurs** : délégués de classe, acteurs du monde de l'éducation, jeunes  
**Objectifs** : informer, échanger, participer  
**Échelle et lieu de l'initiative** : Communautaire, Belgique francophone  
**Date de lancement** : courant 2011  
**État de l'initiative**: Opérationnel  
**Outils numériques** : Site Web, forum  
**Adresse URL** : [www.lesdelegues.net](http://www.lesdelegues.net)

### 15.2 Présentation

Créé en 2011 par l'asbl Gouvernance & Démocratie-Conseils, le site-forum des délégués de classe constitue un espace d'informations, de conseils, d'échanges et d'expression pour les acteurs de la citoyenneté à l'école, mais aussi pour tous les jeunes et moins jeunes.

### 15.3 Contexte

L'asbl conceptrice et animatrice de cette initiative est association est indépendante et spécialisée dans l'évaluation, le conseil dans tous les domaines touchant au renforcement des pratiques démocratiques et à la bonne gestion des affaires publiques. Elle intervient dans de nombreux pays avec le soutien et en partenariat avec des organismes nationaux et internationaux. C'est dans ce cadre qu'elle a développé une expertise en projets citoyens et éducatifs utilisant les nouvelles technologies, dont notamment le projet « les délégués.net ».

#### 15.4 Description et fonctionnement

Le portail des délégués.net assure deux grandes fonctions : une fonction d'information et une autre d'échanges et d'expression.

La première section du site offre ainsi une série d'informations relatives à la définition d'un délégué et aux enjeux liés à cette fonction, aux procédures concrètes à mettre en œuvre pour se présenter et organiser une élection ainsi que des liens vers les textes officiels consacrés à la question. Cette section offre aussi une série de trucs et astuces pour être un délégué efficace et réussir un projet avec sa classe.

La seconde section du site, plus interactive, est entièrement consacrée aux débats et échanges. Aussi, un premier forum donne-t-il la parole à tous les jeunes qui souhaitent s'exprimer tandis qu'un autre accueille, de manière chronologique, les témoignages de délégués et de ceux qui les soutiennent au sein du corps professoral.

#### 15.5 Éléments d'évaluation

La création d'un site d'informations et d'échanges pour les délégués de classe est une initiative pertinente, qui rencontre bien les objectifs d'une éducation résolument *active* à la citoyenneté, tant prônées par l'asbl conceptrice du projet.

Outre l'espace d'information, la volonté d'offrir un espace d'expression dans ce cadre aux jeunes sur le Web témoigne bien d'une démarche de promotion de la démocratie participative via les outils du Web 2.0. On regrette toutefois que les messages postés sur le forum « à vous la parole » ne soient pas gérés par un modérateur. On y constate en effet les dérives habituelles de prises de parole « sauvages » sur le Net, lesquelles s'apparentent davantage à des règlements de compte qu'à des remarques constructives.

## 16. Les jeunes passeurs d'images citoyennes : portail numérique pour favoriser l'exercice de citoyenneté

### 16.1 Signalétique

**Initiateurs** : Centre permanent pour la citoyenneté et la participation (CPCP), en collaboration avec la Maison des jeunes et l'Espace public numérique d'Yvoir

**Utilisateurs** : jeunes et grand public

**Objectifs** : échanger, participer

**Échelle et lieu de l'initiative** : communale, Yvoir

**Date de lancement** : 2009

**État de l'initiative:** Opérationnel  
**Outils numériques :** Plateforme Web  
**Adresse URL :** [www.douche-froide.cpcp.be](http://www.douche-froide.cpcp.be)

## 16.2 Présentation

L'ambition générale du projet vise à resserrer les liens sociaux entre les habitants de la commune et les réfugiés du centre de la Croix-Rouge, par le biais des outils numériques et des jeunes comme relais du changement.

À l'entame du projet, celui-ci avait pour double objectif de permettre aux jeunes, d'une part, d'apprendre l'usage des technologies numériques par le biais de la réalisation de courts-métrages sur des sujets de société qui leur tiennent à cœur, et d'autre part, de diffuser leurs créations via un portail numérique élaboré par leurs soins. Le projet vise *in fine* à stimuler la reconversion des jeunes, initialement formés, en « passeurs de compétences » afin qu'ils puissent former, eux-mêmes, d'autres jeunes à ces techniques médiatiques par la suite.

Aussi, ce projet a-t-il pour but dans l'ensemble d'encourager l'exercice d'une citoyenneté responsable et critique. Il se veut ouvert à tous, sans discrimination, le but étant justement de tendre vers un brassage social, culturel et économique.

## 16.3 Contexte

Ce projet a été initié en 2009 dans le cadre de l'appel à projets « D'une rive à l'autre » de la Fondation Roi Baudouin. Il a pu ensuite être poursuivi grâce au subside octroyé par le SPP Intégration Sociale dans le cadre de l'appel à projets « Construire des ponts entre le monde numérique des jeunes et la société de l'information » (2010-2011). Aujourd'hui, la pérennité du projet est assurée grâce au partenariat mis en place entre les trois associations de la commune.

## 16.4 Description et fonctionnement

La philosophie du projet part du principe que les technologies numériques constituent un outil adapté pour accompagner le développement d'une citoyenneté active et critique chez les jeunes étant donné qu'ils représentent des outils de cohésion sociale par excellence au sein de cette génération.

Afin d'assurer la pérennité du projet, un partenariat a été établi avec la maison des jeunes et l'EPN d'Yvoir. La première assure la formation des jeunes aux médias tandis que le second met à leur disposition le matériel nécessaire au court-métrage.

Au départ, le projet comptait deux axes : le « mediacoaching », d'une part, et l'accompagnement à la création d'un portail numérique, d'autre part.

En final, la création d'un portail spécifique pour diffuser leurs créations artistiques n'a pas pu voir le jour. Celles-ci ont été diffusées par via le réseau social Facebook et non par le biais d'un véritable « site » internet.

Le mediacoaching constitue l'axe central du projet. Celui-ci a pour objectif d'apprendre aux jeunes à utiliser l'outil vidéo comme vecteur de communication journalistique par le biais de la création de court métrage. Il vise ainsi à les conduire à faire un travail journalistique rigoureux par le biais d'un outil ludique qui les touche.

Les ateliers ont pris différentes formes. D'abord, les premières séances ont été consacrées au visionnage de reportages journalistiques pour les conscientiser sur les diverses manières de présenter l'information.

Ensuite, après avoir choisi leur thématique par groupes de travail, les ateliers ont été consacrés aux aspects techniques proprement dits. (utilisation d'une caméra professionnelle, utilisation d'un programme de montage, etc.). Toutes les étapes de préparation, du tournage et de montage des reportages ont été réalisées par leurs soins. Ces séances techniques ont été complétées par des ateliers d'écriture pour apprendre à commenter leurs reportages.

Le résultat de la première phase du projet dans le cadre du financement de la Fondation Roi Baudouin vit le jour après un an de participation d'une cinquantaine de jeunes d'Yvoir aux ateliers d'écriture et d'initiation aux différentes phases de production et de diffusion d'un vidéo-clip ainsi qu'après une semaine de tournage. Il s'agit du film « la douche froide » de 28 minutes mettant en scène une jeune camerounaise en situation illégale. Son but était de resserrer les liens sociaux entre les résidents du camping d'Yvoir, les demandeurs d'asile du centre de la Croix-Rouge et les autres habitants de la commune.

Le résultat de la seconde phase vient de voir le jour il y a quelques mois sous la forme de plusieurs courts-métrages sur divers sujets de société. Cette phase se prolonge et s'étend aujourd'hui à d'autres Maisons des Jeunes de la région. Celles-ci ont pris directement contact avec les jeunes de la MJ d'Yvoir pour servir de personnes ressources lors des prochains ateliers qu'elles organiseront avec leur propre public jeunes.

### 16.5 Éléments d'évaluation

Cette initiative supportée par les médias numériques constitue un véritable outil d'engagement citoyen pour la jeunesse défavorisée de la commune d'Yvoir. Le projet novateur permet de créer une nouvelle dynamique de cohésion sociale en créant des liens sociaux, auparavant inexistants, entre différents groupes d'habitants de la commune. C'est bien la qualité de vie des habitants d'un même territoire qui s'en trouve améliorée. De plus, il a abouti à la naissance d'un nouveau canal de diffusion citoyen dans la commune.

La participation active des jeunes au cours de l'ensemble des étapes de la production et de la diffusion du projet médiatique témoigne d'une réelle volonté de les placer au cœur des démarches de co-création. Dans ce projet, les outils numériques, en particulier le Web reportage, joue un rôle moteur dans la mesure où ils constituent des outils d'identification et de référence par excellence pour cette jeune génération.

Cette initiative s'inscrit ainsi dans une véritable logique « d'empowerment » des jeunes, en veillant à développer leur autonomie et leur capacité d'agir par-eux-mêmes ; cela a deux niveaux : plus forts de leurs compétences, les jeunes formés pourront, d'une part, s'exprimer de manière critique à travers leurs propres productions médiatiques, d'autre part, ils pourront se convertir en « passeurs de compétences » afin d'initier eux-mêmes d'autres jeunes à ces médias et favoriser ainsi l'apprentissage entre pairs.

## 17. Kulturopoing : magazine culturel en ligne d'Action Ciné Média Jeunes

### 17.1 Signalétique

**Initiateurs** : Action ciné média jeunes – ACMJ asbl.

**Utilisateurs** : jeunes de 12 à 25 ans

**Objectifs** : Participer, créer

**Échelle et lieu de l'initiative** : Fédération Wallonie-Bruxelles

**Date de lancement** : 2011

**État de l'initiative**: Opérationnel

**Outils numériques** : Site Web et Web reportages

**Adresse URL** : [www.kulturopoing.be](http://www.kulturopoing.be)

### 17.2. Présentation

Kulturopoing est une émission culturelle en ligne entièrement conçue et réalisée par des groupes de jeunes issus de services d'accrochage scolaire (SAS) de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Ce projet d'éducation aux médias, y compris numériques, vise à mobiliser des jeunes en difficultés familiales et scolaires par un projet collectif, critique et créatif.

En proposant à ces jeunes un espace d'expression libre et d'expérimentation, cette initiative permet aux participants de valoriser leur propre image ainsi que celle de leurs pairs, et favorise ainsi le développement d'une citoyenneté active.

Caméras au poing, les jeunes partent le temps de quelques jours à la découverte de la vie culturelle et artistique de leur région. Le rôle d'Action Ciné Médias Jeunes est de les accompagner à chaque étape de ce projet: recherche de thématiques, analyse médiatique, formation aux

techniques audiovisuelles et journalistiques, mise en ligne etc. Ensuite, les émissions sont centralisées sur une page web, spécialement dédiée au projet.

### 17.3. Contexte

Initié en 2011, Kulturopoing a pu voir le jour grâce à un subside obtenu dans le cadre de l'appel à projet « Histoire croisée entre Jeunesse et Aide à la Jeunesse » du Ministère de la Jeunesse. Pour ce faire, un partenariat a été conclu avec trois Services d'Accrochage Scolaire : à Mons (SAS de Mons), Wavre (SAS du Brabant Wallon) et à Montigny-le-Tilleul (Sens-Sas). Grâce au même appel à projets, Kulturopoing continue en 2012 dans le cadre d'un partenariat avec l'ASBL Siloé.

### 17.4. Description et fonctionnement.

Concrètement, l'équipe de « rédaction » de Kulturopoing change à chaque émission. En effet, c'est un groupe de jeunes différent qui est à chaque fois aux commandes. ACMJ intervient au sein même des organisations partenaires.

Kulturopoing, préparée et mise en image par les jeunes eux-mêmes, se veut en lien direct avec la vie culturelle de leur ville ou de leur région. Ceci permet aux participants de prendre connaissance d'initiatives et de projets proches de leur milieu de vie, par rapport auxquels ils peuvent se positionner, s'exprimer et dans lesquels ils peuvent éventuellement s'insérer.

La réalisation d'une émission incite aussi les jeunes à se poser des questions et analyser les rouages des productions audiovisuelles et numériques, dont ils sont trop souvent de simples spectateurs.

Outre l'acquisition de capacités critiques, la participation des jeunes à ce projet leur offre l'opportunité de développer « activement » des connaissances techniques relatives à des médias audiovisuels et numériques. Il s'agit pour les participants de découvrir le potentiel de ces outils pour s'exprimer sur des enjeux de société et non plus seulement pour jouer ou bavarder.

Après une initiation aux techniques audiovisuelles et journalistiques, les jeunes sont finalement amenés à se questionner sur ce qu'implique une mise en ligne réfléchie des contenus dans le cadre d'une décision éditoriale collective.

### 17.5. Éléments d'évaluation

Au-delà de sa dimension d'éducation aux médias et de formation aux techniques de web reportages, l'originalité et la plus-value sociale de Kulturopoing réside dans d'implication spécifique d'un public jeune en

situation décrochage social, économique et/ou culturel, jouissant de moins d'opportunités que d'autres.

Cet objectif d'inclusion sociale vise ainsi à valoriser à la fois les compétences des jeunes, l'image qu'ils ont d'eux-mêmes et le travail collectif réalisé. Cette dimension de valorisation tant personnelle que collective dans l'accomplissement d'un tel défi constitue un axe essentiel du projet, et lui donne toute sa pertinence sociale.

En plus de favoriser l'expression citoyenne de jeunes en difficulté, cette initiative favorise aussi la cohésion sociale par la mise en réseau de jeunes issus des différents coins de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Leur implication dans un projet commun participe, de fait, à une vraie dynamique de décloisonnement social.

Enfin, ce projet socio-éducatif et cette démarche pédagogique contribue activement à augmenter l'esprit critique et la puissance d'agir de jeunes fragilisés, trop souvent inscrits dans une dynamique de relégation sociale.

## 18. Chinyrural : le blog de l'opération de développement rural et de l'agenda 21 local de Chiny

### 18.1 Signalétique

**Initiateurs** : les agents de développement de la Fondation rurale de Wallonie (FRW)

**Utilisateurs** : les habitants de la ville de Chiny et des alentours

**Objectifs** : informer, échanger, participer

**Échelle et lieu de l'initiative** : Locale

**Date de lancement** : 2008

**État de l'initiative**: Opérationnel

**Outils numériques** : blog

**Adresse URL** : [www.chinyrural.net](http://www.chinyrural.net)

### 18.2. Présentation et contexte

Ce blog a pour objectif de rassembler toute une série d'informations, de manière la plus claire possible, sur le déroulement et l'actualité de la troisième opération de développement rural de la ville de Chiny, débutée en 2008.

Une opération de développement rural (ODR) est une réflexion globale et participative (la participation de la population à l'ensemble des réflexions est obligatoire) sur l'ensemble du territoire communal, laquelle se déroule sur du moyen à long terme.

Aussi ce blog constitue-t-il un moyen supplémentaire de participation citoyenne. Tout habitant concerné par ce projet peut participer à cette opération en venant s'exprimer lors des différentes réunions qui ont lieu sur la commune par le biais de la commission locale de développement rural (CLDR) et ses membres. Ce blog permet surtout aussi de réagir en ligne en proposant des commentaires et des idées à la suite des articles publiés sur le site.

Il est animé par les agents de développement de la Fondation rurale de Wallonie, qui accompagnent la commune dans cette opération.

### 18.3. Description et fonctionnement

Le blog adopte une forme classique et son fonctionnement est aussi simple qu'intuitif. Outil d'information avant tout, le blog est régulièrement alimenté par l'actualité du projet et par des « news » concernant la participation citoyenne au développement local en général (textes, photos, vidéos). On y trouve ainsi l'ensemble des documents relatifs au programme communal de développement rural (PCDR), à savoir : les comptes-rendus des activités de la CLDR et des différents groupes de travail, les résultats du diagnostic socio-économique et des différentes consultations citoyennes, etc.

Des onglets particuliers sont réservés à la présentation des projets en cours dans le cadre de ce programme communal. On citera par exemple l'inventaire du petit patrimoine populaire dans les villages, lancé par des habitants de la commune. Il s'agit d'un recensement de petits éléments construits, individuels ou partie intégrante d'un ensemble, qui agrémentent le cadre de vie, servent de repères à une population locale ou contribuent au sentiment d'appartenance, et qui font ou non l'objet d'une mesure de protection.

### 18.4. Éléments d'évaluation

On doit souligner la pertinence de la mise à disposition d'un outil numérique informatif et participatif dans le cadre d'une opération qui vise spécifiquement la participation de la population à l'ensemble des réflexions sur un projet. C'est une façon cohérente de concrétiser la devise de la Fondation rurale de Wallonie : « des villages vivants et dynamiques, par la participation citoyenne et des stratégies réfléchies », en mobilisant les technologies du Web.2.0.

Force est toutefois de constater, qu'en pratique, la dimension participative est totalement absente du blog. Celui-ci reste exclusivement un outil d'information. Il n'en demeure pas moins que ces informations témoignent de l'existence d'une véritable dynamique de participation citoyenne « hors ligne » autour de cette initiative. Mais la tentative de prolonger cette dynamique existante par voie numérique se révèle peu concluante.

## 19. Deux blogs participatifs de comités de quartier

### 19.1 Signalétique

**Initiateurs** : Comité de quartier de Bomel-Herbatte et la Ville de Namur ; Comités et associations de quartier de Neder-Over-Heembeek (ville de Bruxelles)

**Utilisateurs** : citoyens des quartiers concernés

**Objectifs** : informer, échanger

**Échelle des initiatives** : locale

**Date de lancement** : 2007 et 2008

**État des initiatives**: Opérationnel

**Outils numériques** : blogs

**Adresse URL** : [www.bomel-namur.be](http://www.bomel-namur.be) et [www.nohcomitedequartier.org](http://www.nohcomitedequartier.org)

### 19.2 Contexte et présentation

Parmi les plateformes numériques de comités de quartier existantes en Belgique francophone, ces deux blogs ont la particularité de ne pas se limiter à une simple vitrine d'information, mais d'être aussi un réel outil d'échange et d'interaction entre les habitants. Par ailleurs, ils témoignent d'activités récentes et régulières, ce qui n'est pas le cas d'autres initiatives similaires. Ces raisons ont porté à présenter ces deux blogs dans cet inventaire de « bonnes pratiques ».

Créé depuis 2007, le site de [www.bomel.namur.be](http://www.bomel.namur.be) est géré en commun par le Comité de quartier de Bomel-Herbatte et par la Ville de Namur. Il invite chaque habitant du quartier, à donner son avis, soulever un problème, annoncer une activité, proposer des réflexions, idées ou projets dans le but d'améliorer le cadre de vie de chaque Bomellois.

Créé en 2008, le blog du comité inter-quartiers de Neder-Over-Heembeek, qui rassemble quelques comités et associations de cette ancienne commune incorporée à la ville de Bruxelles, est une initiative conjointe des habitants, de leurs comités et de leurs associations afin d'être un espace d'information et d'échange destiné à tous les habitants. Il permet de rassembler, diffuser et commenter les informations sur ce « village dans la ville ».

### 19.3. Description et fonctionnement

En tant qu'outil d'information de proximité, le blog du comité de quartier de Bomel-Herbatte diffuse l'actualité sur « tout ce qui bouge » à Bomel et répertorie tous les services locaux disponibles en termes de culture, loisirs, enfance, etc. Celui-ci met aussi à disposition un ensemble de documents pour stimuler la réflexion et la participation citoyenne des habitants sur des questions liées à l'aménagement du quartier et à l'amélioration du cadre de vie (i.e. documents des comités de quartier et de la ville).

Par ailleurs, cette plateforme propose, outre un forum en ligne classique, une section collaborative qui permet à tous les citoyens qui le désirent, de co-écrire l'histoire du quartier « morceau par morceau » ; il est ainsi possible de poster des documents, des anciennes cartes postales, photos, études et/ou descriptifs d'anciens travaux, en vue d'éclairer les différents aspects de l'histoire du quartier.

Le blog du comité inter-quartiers de Neder-Over-Heembeek présente une forme plus classique ; il propose un espace d'interaction par le biais de son forum en ligne, qui est par ailleurs très dynamique, mais ne dispose pas, à l'inverse du blog précédent, d'espace strictement collaboratif en vue de co-construire l'histoire de son territoire.

#### 19.4 Éléments d'évaluation

En tant qu'outil d'information et d'échanges de proximité, ces deux initiatives contribuent indéniablement à renforcer la convivialité et le « vivre ensemble » dans ces quartiers et donc à améliorer le cadre de vie collectif général sur ces territoires.

Au-delà de cette ambition commune, le blog du quartier de Bomel vise, en outre, à valoriser l'histoire et le patrimoine du quartier par le biais de ces « carnets collaboratifs » ; il constitue ainsi un outil numérique de transmission de la mémoire collective locale en vue de dresser un « autoportrait » de la ville par ses propres habitants.



## Quels outils numériques pour quels usages citoyens ? Un inventaire de bonnes pratiques à l'étranger

**L**es dispositifs numériques qui sont susceptibles d'amplifier la participation citoyenne ainsi que les usages qui en découlent sont nombreux. Aussi, ce chapitre ne vise-t-il pas à l'exhaustivité. Il s'appuie sur une sélection d'initiatives étrangères, qui tente de refléter la variété des actions existantes dans ce domaine tant au niveau des objectifs visés que des outils (numériques) mobilisés.

Le principal enjeu actuel est l'intégration pertinente des outils numériques dans les pratiques en place pour les faire évoluer vers davantage de d'implication et de participation citoyenne. C'est pourquoi, l'inventaire des bonnes pratiques présenté ci-dessous est organisé selon les finalités des initiatives et non sous l'angle des outils utilisés.

Le classement thématique s'inspire en partie de celui proposé, à la fois par Loïc Hay de Artesi Île-de-France<sup>14</sup> et par le Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais dans le cadre de la présentation du dispositif régional DREAM+, les TIC au service de la participation citoyenne.<sup>15</sup>

---

<sup>14</sup> Kaléidoscope des (re)médiations publiques urbaines à l'heure de la ville numérique et hybride : <http://www.slideshare.net/loichay/kalidoscope-des-remdiations-publiques-urbaines-lheure-de-la-ville-numrique-et-hybride>

<sup>15</sup> Présentation du dispositif régional DREAM+ : Les TIC au service de la participation citoyenne, Action régionale Nouvelles Technologies, Démocratie Territoriale, Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais – service Nouvelles Technologies : [http://www.nordpasdecals.fr/tic/actions/telechargement/DREAM+\\_enjeux\\_et\\_dispositif\\_.pdf](http://www.nordpasdecals.fr/tic/actions/telechargement/DREAM+_enjeux_et_dispositif_.pdf)

## 1. Outils numériques au service de la valorisation des initiatives citoyennes

### 1.1 La plateforme Place publique : le site des initiatives citoyennes

Ce site propose de nombreux outils et contenus éditoriaux à l'usage des citoyens et professionnels. On apprécie la richesse de la base de données des initiatives et la possibilité de soumettre les siennes, en tant que membre associatif ou citoyen proactif.

[www.place-publique.fr](http://www.place-publique.fr)

### 1.2 Le site des projets citoyens : un site collaboratif à destination des associations en Région Île-de-France

Le site des projets citoyens a été créé par la Mission Démocratie régionale de la Région Île-de-France et des associations volontaires. Le site des projets citoyens est un site collaboratif destiné à la mutualisation et la capitalisation : il doit permettre d'échanger et de partager les savoirs, les points de vue et les pratiques, mais aussi des informations sur les activités ou les événements des acteurs notamment associatifs et syndicaux, tout cela en matière de citoyenneté et de participation en Île-de-France. On peut également retrouver toute l'actualité sur la page Facebook et le compte Twitter du projet.

[www.projets-citoyens.fr](http://www.projets-citoyens.fr)

### 1.3 Imagination for people : une plateforme collaborative internationale d'innovation citoyenne

« Imagination for people » est une toute nouvelle plateforme ouverte et multilingue qui permet de repérer et soutenir les projets sociaux créatifs. Cet outil vise à permettre aux citoyens de coopérer autour du repérage et du soutien d'initiatives qui, dans le monde, apportent des réponses aux enjeux de société (éducation, logement, santé, etc.). Pour ce faire, la plateforme intègre à la fois un wiki pour développer une forte capacité de contribution et un compte Facebook pour réussir la mise en réseau et la participation des citoyens créatifs. Au-delà du projet web, il est question de développer du conseil citoyen, afin de permettre aux innovateurs sociaux d'être rémunérés pour leurs compétences acquises et faciliter le passage à l'échelle des projets.

[www.imaginationforpeople.org/fr](http://www.imaginationforpeople.org/fr)

#### 1.4 Télé Quartiers : une WebTV dédiée aux initiatives locales et citoyennes

Télé Quartiers regroupe à la fois l'association « Arpenteurs », militant en faveur de la participation citoyenne et du développement local et « Alpes Presse », agence de presse et de production audio-visuelle au service d'une information réfléchie sur les initiatives locales et citoyennes. Ils sont les portes paroles d'hommes et de femmes désireux d'améliorer leurs conditions de vie. Télé Quartier montre ce que font ces gens, ce qu'ils disent et ce qu'ils construisent.

[www.telequartiers.com](http://www.telequartiers.com)

## 2. Outils numériques au service de la valorisation publique des contenus citoyens

### 2.1 Le portail des Wikis du pays de Brest

Un portail qui donne à voir et relie les espaces d'écriture collaborative (wikis) autour d'internet, de l'expression multimédia et de la coopération au Pays de Brest.

### 2.2 Wiki-Rennes et Wiki-Brest : les carnets collaboratifs des territoires

Les projets Wikipédia sur les territoires sont des projets d'écriture collaborative sur le vivre ensemble et le patrimoine de ces régions. Ainsi Wiki-Rennes et Wiki-Brest vise à relier les habitants, journaux de quartiers, associations, artistes, bibliothécaires, enseignants pour écrire ensemble les histoires de lieux, de personnes, de travail, géographie, tranches de vie, cartes postales, chansons, articles encyclopédiques. Leur ambition est, autrement dit, de dessiner un « autoportrait » de la ville par ses habitants, ses anciens habitants ou toute autre personne ayant un lien avec la ville et ses habitants. Wiki-Rennes et Wiki-Brest sont collaboratifs : chacun est invité à contribuer, partager ses connaissances. Toutes les contributions, mêmes les plus petites sont les bienvenues. Ouvert à tous, ils sont consultables gratuitement.

[www.wiki-rennes.fr](http://www.wiki-rennes.fr) et [www.wiki-brest.net](http://www.wiki-brest.net)

Sur les modèles des Wikis bretons, on notera également l'initiative Wiki Manche<sup>16</sup>, une encyclopédie démocratique en ligne consacrée au département de la Manche ainsi que WikiGuill<sup>17</sup> à Lyon, laquelle se présente comme l'encyclopédie vivante du quartier de la Guillotière et propose une écriture collaborative aux habitants, artistes et associations pour parler de leur quartier.

---

<sup>16</sup> [www.wikimanche.fr](http://www.wikimanche.fr)

<sup>17</sup> [www.wikiguill.net](http://www.wikiguill.net)

### 2.3 Territoires sonores : les wiki-balades en presqu'île de Crozon, au pays de Brest

Territoires sonores est un projet collectif fondé sur l'utilisation et la valorisation du média sonore comme élément de création et de médiation pour faire découvrir un territoire : celui du cap de la Chèvre en presqu'île de Crozon (Finistère). Il est animé par une équipe de « baladocréateurs sonores » bénévoles, et porté par la Maison des Minéraux (Crozon). Concrètement, il s'agit de créer des documents sonores thématiques (documentaires, ambiances sonores, musiques, etc.) en s'appuyant sur les compétences diverses de personnes ressources : naturalistes, historiens, journalistes radio, citoyens locaux, musiciens, étudiants, etc. On peut y développer des sujets divers comme l'histoire locale, l'habitat traditionnel, l'ornithologie, la géologie et autres problématiques environnementales. C'est une sorte de mémoire sonore du territoire. Ils sont notamment proposés à l'écoute itinérante lors de « balades sonores » installées le long de trajets de randonnées : un certain nombre de points d'écoute, matérialisés par des bornes, proposent aux randonneurs d'activer un baladeur MP3 loué pour l'occasion (ou leur propre baladeur s'ils ont téléchargé les documents sonores sur le Net avant de partir).

[www.territoires-sonores.net](http://www.territoires-sonores.net)

### 2.4 Bondy blog : des blogueurs racontent la vie des quartiers

Le site interactif Bondy blog ambitionne de comprendre et raconter les banlieues françaises au travers des reportages, récits de vie, interviews et autres articles. Le blog a été ouvert en novembre 2005 par le magazine suisse l'Hebdo, pendant les émeutes de banlieue. L'Hebdo s'est retiré de l'expérience trois mois plus tard et l'association reprend le blog. Il publie le travail d'une trentaine de jeunes citoyens, des jeunes en formation, en début de carrière ou en recherche d'emploi. Ainsi, en voulant susciter le débat autour des principales thématiques et enjeux relatifs aux banlieues en général et à la Seine-Saint-Denis en particulier, le blog veut jouer un rôle pionnier dans le domaine de l'information locale en ligne et le journalisme citoyen ainsi qu'à contribuer à l'information des décideurs français pour une meilleure gestion des questions des banlieues. En outre, depuis peu, il vise aussi à offrir aux jeunes de Seine-Saint-Denis et d'autres banlieues, d'acquérir des outils et méthodes journalistiques, au travers de réalisations de reportages, d'enquêtes de terrain, de rédaction d'articles, publiés ensuite sur le site Bondy Blog. Ce nouveau projet, nommé, « Du média connecté au réseau des quartiers, pour un média social des banlieues », a ainsi comme ambition d'enrichir le site Web initial en vue de le transformer en « réseau des quartiers » susceptible d'héberger toutes les initiatives économiques, sociales et démocratiques tendant à la capacitation citoyenne des jeunes de banlieues.

[www.yahoo.bondyblog.fr](http://www.yahoo.bondyblog.fr)

## 2.5 LaTéléLibre : une WebTV pour cultiver la liberté d'expression

Les « Amis de LaTéléLibre » est une association qui a pour objet de contribuer, de participer et de promouvoir la libre expression, la libre création et la libre communication des pensées et des opinions, comme de l'information. Web télé indépendante et participative, « LaTéléLibre » se veut un « contre-pouvoir » citoyen et un laboratoire de télévision. L'association fonctionne également grâce son école qui a pour but de former journalistes et techniciens capables à terme de maîtriser toutes les techniques de base de chaque étape de la réalisation et la diffusion du web d'un sujet ou reportage vidéo.

[www.latelelibre.fr](http://www.latelelibre.fr)

## 2.6 Wikidébrouillard et les Taxinomes : deux initiatives de l'association « Les petits débrouillards de Bretagne »

Wikidébrouillard est une encyclopédie participative d'expériences scientifique en vidéo qui s'inscrit dans le cadre du projet « le Portail des explorateurs » ([www.lesexplorateurs.org](http://www.lesexplorateurs.org)). D'une série de questionnements scientifiques a émergé l'idée de faire comme Wikipédia, un Wikidébrouillard qui sera le wiki de référence pour apprendre, partager ses connaissances en sciences expérimentales du quotidien, réaliser des expériences en vidéo.

Les Taxinomes est un inventaire géolocalisé de la biodiversité. Ce site collaboratif permet de poster des photos, des sons, des vidéos de formes de vie (plantes, animaux, champignons, bactéries, etc.) placés sur la carte du monde. Pour se retrouver dans cette biodiversité, les médias sont classés dans la classification phylogénétique du vivant. Chaque internaute est ainsi invité à participer à l'inventaire géolocalisé de la biodiversité.

[www.wikidebrouillard.org](http://www.wikidebrouillard.org) et [www.lestaxinomes.org](http://www.lestaxinomes.org)

## 2.7 Webtrotteur des lycées : une WebTV participative

Cette WebTV est produite par une centaine de lycéens de la cité scolaire de Kérichen à Brest. Ce projet, sous forme de site web et de mediablog des WT existe depuis près de dix ans. Chaque année, il permet à une soixantaine de lycéens de faire du web-reportage dans le cadre scolaire. Celui-ci est animé par une dizaine d'enseignants bénévoles des lycées Kérichen, Lesven et Vauban. Il a ainsi pour objectif de favoriser le développement de la citoyenneté et l'accès à l'autonomie chez les jeunes de 16 à 22 ans, en leur permettant de s'initier aux nouveaux modes de diffusion de l'information, dans une position d'acteurs et non de consommateurs.

Dans ce cadre, ils apprennent à produire du texte, de l'image, du son et de la vidéo numérique pour traduire son appréciation d'un événement,

sous une forme journalistique. Ils s'ouvrent aussi vers l'extérieur en rendant compte d'événements culturels tant locaux qu'internationaux.

[www.phares.ac-rennes.fr/trotteurs2/index.php](http://www.phares.ac-rennes.fr/trotteurs2/index.php) et [www.mediablog-brest.net/video\\_trotteriou](http://www.mediablog-brest.net/video_trotteriou)

### 3. Outils numériques au service de l'extension des sociabilités urbaines

#### 3.1 Gambetta village : un blog sur la vie du quartier animé par ses habitants

Gambetta village est un espace d'expression libre, lieu d'échanges, de découverte et d'informations locales. Ce site sous forme de blog administré par un habitant du quartier offre une tribune à ses habitants, aux habitués et aux acteurs du 20ème arrondissement et de l'Est.

[www.gambetta-village.com](http://www.gambetta-village.com)

#### 3.2 La Ruche de Rennes et de Brest : des réseaux sociaux géolocalisés pour les associations et les habitants de ces villes

La ruche de Rennes et de celle de Brest sont des réseaux sociaux locaux, géolocalisés, réalisés par l'association BUG. Cette dernière anime et modère « La Ruche » de Rennes, tandis que celle de Brest est animée et modérée par le service Internet et Expression Multimédia de la Ville de Brest. Ces réseaux ont pour but de mettre en relation des habitants de chacune des deux villes et de leurs environs respectifs, ainsi que les associations et collectifs locaux. Ils permettent également de créer des groupes de discussion et de communiquer leurs événements en les localisant sur une carte. L'idée fondatrice de « la Ruche » est de revenir du Web comme « village mondial » à celui de « Place du marché » : la Ruche est ainsi pensée comme un lieu de rencontres et de mises en contacts des acteurs et des habitants de la ville, en prise directe avec le réel.

Pour Rennes : [www.beta.ruche.org](http://www.beta.ruche.org) Pour Brest : [www.ruche-brest.net](http://www.ruche-brest.net)

#### 3.3 Là pour toi : un réseau social entièrement dédié au quartier d'affaires la Défense à Paris

Ce réseau social propose, depuis 2011, aux salariés et habitants du quartier d'affaires de Paris de dialoguer sur internet, de monter des projets, de participer à des activités insolites et leur soumet des bons plans. En effet, comme il s'intitule, il a pour objectif de permettre aux internautes de suivre l'actualité du quartier d'affaires, mais également d'échanger avec (ses) voisins, les salariés, les commerçants, les touristes et de profiter d'offres inédites.

Gratuit, le site propose des bons plans comme des cours de danse, une formation de jardinage sur les espaces verts du quartier ou encore la possibilité de jouer à du « streetgolf » sous les fenêtres de son bureau. Ce réseau se veut aussi une boîte à idées pour permettre aux habitants et employés de la Défense de faire émerger des projets et de les finaliser. Comme on peut le lire sur la présentation du site, il a été créé pour compenser un déficit de convivialité largement observé par tous les usagers de La Défense ».

[www.lapourtoi.com](http://www.lapourtoi.com)

#### 3.4 Peuplade : le site qui vous relie à votre quartier

Peuplade est un espace de rencontre, d'échange, d'invention et d'initiative offert aux habitants d'une même rue ou d'un même quartier. Il est porté par le projet social exprimé par la Charte Peuplade et mis en œuvre par les « ingénieurs sociaux ». Cette entreprise engagée conçoit et développe des outils destinés à offrir aux personnes, aux associations, aux entreprises et aux institutions les moyens de donner aux rapports interpersonnels, à la société et à l'économie un visage plus humain.

[www.peuplade.fr](http://www.peuplade.fr)

## 4. Outils numériques au service d'une conception collaborative de la politique d'un territoire et de ses services

#### 4.1 « Today I decide + » : une plateforme de participation citoyenne à la législation européenne

À l'échelle de l'Union européenne, Tidplus.net est une plateforme numérique qui permet aux citoyens de « prendre l'initiative » en matière de proposition et de discussion de nouvelles législations et réglementations européennes. Ce système électronique gratuit permet à tous les citoyens d'envoyer leurs idées, de les discuter ainsi que de soutenir d'autres idées au travers d'un vote. Ce programme est inspiré de l'expérimentation « Today I decide », mis en place par le gouvernement estonien en 2001, et qui fut un vrai succès.

#### 4.2 Madrid Participa : une plateforme de consultation citoyenne sur des projets urbains à Madrid

Madrid Participa est un projet emblématique, mis en place depuis 2004, pour augmenter la participation citoyenne dans le processus de prise de décision dans la ville de Madrid. Il vise à recueillir les avis des Madrilènes sur des questions relatives à la vie des districts qui composent la ville. Les autorités municipales affirment que ces consultations en ligne permettent

à des populations (i.e. jeunes et immigrés), qui n'utilisent par les canaux classiques de la démocratie, de s'exprimer. Plus d'une vingtaine de consultations ont déjà été menées depuis 2004.

#### 4.3 L'évaluation et le contrôle citoyen : l'expérience de la municipalité de Cesena en Italie

La démarche suivie par la municipalité de Cesena en Italie depuis 2001 illustre la capacité de vigilance qu'offrent aux citoyens certains processus de démocratie participative en ligne. Depuis 2001, la municipalité met en ligne leur plan annuel d'objectifs. Outre l'objectif de transparence, la particularité de ce dispositif réside dans le fait que chaque fin d'exercice est marquée par la mise en regard de ces objectifs avec ce qui a été effectivement réalisé. Les citoyens ont donc la possibilité de contrôler l'activité de ses représentants, de réagir en ligne à ces résultats et ainsi de vérifier que les programmes qui leur ont permis d'être élus sont bien respectés.

#### 4.4 « Je participe » : une plateforme de consultation des citoyens à Bordeaux

La ville de Bordeaux a lancé à l'automne 2010 sa plateforme de consultation, qui est destinée à permettre la participation des bordelais aux questions d'intérêt commun. Les conseils de quartier associent déjà les citoyens aux décisions de proximité. Toutefois, pour profiter des facilités offertes par le Web et aller plus loin en matière de consultation, la ville de Bordeaux invite ses habitants à s'inscrire sur le site « je participe » en vue d'être informés et participer aux prochaines consultations qui les concernent.

[www.jeparticipe.bordeaux.fr](http://www.jeparticipe.bordeaux.fr)

#### 4.5 « Imaginez les berges de la Seine »

Ce site Web permet aux internautes de découvrir le projet « Berges de la Seine » et de donner leur avis en ligne. Celui-ci prévoit la réouverture, à certains endroits, des voies sur berges aux piétons et aux circulations douces. La concertation préalable sur ce projet était obligatoire, mais les élus ont voulu l'élargir au-delà des exigences du code de l'urbanisme pour qu'elle s'ouvre largement, aux parisiens et aux franciliens et qu'elle associe ainsi les acteurs institutionnels et les collectivités concernés. De nombreux outils sont mis en place afin de garantir l'expression de tous.

[www.bergesdeseine.paris.fr](http://www.bergesdeseine.paris.fr)

#### 4.6 « Nantes-Ma vi(II)e de demain

La ville de Nantes a lancé officiellement ce site collaboratif en décembre 2010 afin de créer une dynamique autour du projet de territoire que

l'agglomération veut lancer à l'horizon 2030. Il découle de l'envie de coupler la réflexion des élus avec un grand débat public. Dans une première phase, ce site facilite la phase d'explication et de rencontre. Il permet aussi de recueillir les contributions de chacun afin de définir ensuite 5 à 10 questions à soumettre au débat public.

[www.mavilledemain.fr](http://www.mavilledemain.fr)

#### 4.7 Espace virtuel dédié à la concertation autour du réaménagement du quartier de la Confluence à Lyon

C'est un espace virtuel dédié à la concertation autour du quartier de la Confluence à Lyon. Habitant, futur habitant du quartier, commerçant, salarié d'une entreprise implantée dans le secteur, promeneur du dimanche, tous peuvent être acteurs du projet d'aménagement de Lyon Confluence.

Après une première étape de concertation rapprochée entre professionnels de l'agglomération et du projet de réaménagement urbain, une seconde étape associe les habitants du territoire et, plus largement, toutes les personnes intéressées. L'objectif est d'informer, recueillir les points de vue des habitants, favoriser les échanges avec les concepteurs et les élus. On remarque la richesse des contenus. Les citoyens sont à mêmes de participer au blog des habitants ou de répondre à différents sondages sur une dizaine de débats par le biais d'une série de modules interactifs.

[www.laconfluenceonendiscute.fr](http://www.laconfluenceonendiscute.fr)

#### 4.8 La fabrique : la plateforme internet des échanges démocratiques roubaisiens

Suite à l'inauguration de cinq Conseils de quartiers composés chacun d'environ 70 conseillers, la ville a décidé, pour favoriser la « biodiversité » de l'expression citoyenne, de mettre en place un cadre coopératif virtuel pour les citoyens participants. Les publics de cette plateforme sont ainsi les conseillers de quartiers, les membres du conseil municipal des jeunes, les agents de la ville, les élus. L'objectif de cette plateforme est de mettre en place une base commune sur laquelle les roubaisiens s'entendent pour gérer les interdépendances, de contribuer à pallier le déficit participatif par un processus socialement innovant et créer les conditions d'expression des habitants, de faire circuler l'information à la fois de manière ascendante et descendante entre les quatre groupes d'acteurs suivants : les instances participatives, les techniciens, les élus, les habitants ainsi qu'à fournir un cadre d'apprentissage pour le développement des usages citoyens des TIC. La Fabrique est ainsi un lieu d'élaboration collective des initiatives, venant nourrir les moments de réunions et d'actions communes. Partager de l'information, élaborer des documents de travail, construire une parole commune.

[www.lafabrique.ville-roubaix.fr](http://www.lafabrique.ville-roubaix.fr)

#### 4.9 Mairie de Paris : un système de pétition en ligne pour favoriser la participation des citoyens à la gouvernance locale

Ce système d'e-pétition mis en place par le maire de Paris constitue un nouvel instrument de gouvernance locale pour interpeller le Conseil de Paris sur toute compétence municipale ou départementale. En effet, le Maire de Paris offre la possibilité aux Parisiens d'interpeller le Conseil de Paris, par le biais de pétitions électroniques ou manuscrites, sur tout sujet relevant de la compétence municipale ou départementale. Ce droit d'interpellation implique de recueillir l'adhésion d'au moins 1% des Parisiens majeurs, soit 18 190 personnes. Pour y participer, il faut être considéré comme Parisien majeur, c'est-à-dire toute personne domiciliée à Paris, de 18 ans et plus, quelle que soit sa nationalité.

[www.paris.fr/portail/accueil](http://www.paris.fr/portail/accueil)

#### 4.10 Participons : une plateforme contributive pour co-construire la future politique de la démocratie participative de la Région Nord-Pas de Calais.

La plateforme contributive, mise en place par le Conseil Régional Pas-de-Calais, a permis, de janvier à mai 2011, aux élus, citoyens, associations collectives, entreprises, etc. de s'exprimer et co-produire cette politique. L'objectif est de pouvoir hybrider ateliers physiques et outils numériques afin de diversifier les modes de participation. Cette plateforme vient compléter les travaux des sept groupes thématiques mis en place sous forme d'ateliers. Ainsi, elle permet à ceux qui ne peuvent pas y participer physiquement de pouvoir faire part, via le site, de leurs propositions concernant les priorités ou actions qu'ils pensent souhaitables de mettre en place. Les propositions mises en ligne sont ensuite soumises aux commentaires et à la notation des autres participants.

[www.participons.nordpasdecals.fr](http://www.participons.nordpasdecals.fr)

#### 4.11 « Moi et mon parc » : consultation autour d'une charte de parc naturel régional des Caps et Marais d'Opale

Ce parc naturel régional devant procéder à la révision de sa charte pour 10 ans, il a décidé de procéder à une démarche participative. Un site internet dédié à été mis en place afin de permettre d'expliquer ce qu'est le parc, son importance, de réagir sur des propositions de textes ou d'émettre des avis. Ce site a permis de toucher un public plus jeune et d'identifier, dans un second temps, ceux qui pourront se mobiliser pour donner vie, par des projets de toutes sortes, à cette charte de parc naturel

[www.moietmonparc.com](http://www.moietmonparc.com)

#### 4.12 Valenciennes : consultation d'un panel de citoyens

Sur base volontaire, les habitants de Valenciennes sont invités à s'inscrire dans une démarche de panel. Celui-ci peut être sollicité par courriels ou sms, les invitant à aller sur une plateforme sécurisée pour réagir à une série de questions relatives à un sujet. En amont et en aval d'une décision, ce dispositif réactif permet de recevoir l'opinion des habitants. Pour éviter que cela ne soit pas que du sondage, il est recommandé d'intégrer ce panel dans une démarche d'information préalable des habitants, voire de dialogue entre eux, afin que l'avis personnel émis soit le résultat de l'opinion alimentée et non d'une réaction à chaud.

[www.valenciennes.fr/fr/minisites/territoire/ville-de-valenciennes/actualites/agenda/detail-de-lactualite](http://www.valenciennes.fr/fr/minisites/territoire/ville-de-valenciennes/actualites/agenda/detail-de-lactualite)

#### 4.13 Émergences numériques : espace pour l'innovation numérique et sociale en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a mis l'innovation numérique au cœur de ses priorités. Il s'agit avant tout de réduire la fracture en permettant à tous les citoyens du territoire d'accéder à internet haut débit et d'utiliser les nouvelles technologies pour accélérer le développement économique et créer de l'emploi. En choisissant d'intégrer les outils du web 2.0 sur son site, la Région souhaite faire participer le plus grand nombre d'acteurs aux différents programmes qu'elle initie. Partenaires, collectivités territoriales, associations, porteurs de projets, entreprises ou encore universités, pourront travailler de manière collaborative sur ces projets. Cet espace est l'occasion de publier, de partager et d'échanger de l'information. Grâce à sa rubrique « Actualités », Émergences Numériques vous offre la possibilité de vous informer sur les initiatives locales concernant les innovations numériques. Vous pourrez alors retrouver tous les appels à projets ainsi que les événements organisés par la Région et ses partenaires. La richesse de cet espace reflète la diversité des programmes lancés par le Service Innovation et Économie Numériques.

[www.emergencesnumeriques.regionpaca.fr](http://www.emergencesnumeriques.regionpaca.fr)

## 5. Outils numériques au service d'une co-production des données et des services d'un territoire

### 5.1 Carte collaborative et libre de Plouarzel : une cartographie en ligne, éditée réalisée par la municipalité de Plouarzel et ses habitants.

En juillet 2011, la commune de Plouarzel a décidé de se lancer dans le projet « OpenStreetMap ». Tous les habitants et les associations, écoles, services municipaux sont conviés à participer au projet. Celui-ci consiste à récolter les données cartographiques de la commune en associant tous

les acteurs locaux afin de mettre ces données en carte libre. Le projet est directement accessible sur le site officiel de « Open Street Map ». Pour les novices, on y trouve également quelques trucs et astuces pour bien utiliser les outils.

[wiki.openstreetmap.org/wiki/Plouarzel](http://wiki.openstreetmap.org/wiki/Plouarzel)

## 5.2 Cartes ouvertes au pays de Brest : ré appropriation sociale des données géographiques au pays de Brest, en contribution à OpenStreetMap

Ce projet, issu de l'axe « Internet et multimédia en Pays de Brest, usages innovants et lien social sur les territoires », est accompagné par le service "Internet et expression multimédia" de Brest. Les cartes libres et réutilisables d'OpenStreetMap, sont un formidable outil d'information, de mise en valeur, d'implication des acteurs d'un territoire. En effet, la libération des données du système d'information géographique de Brest Métropole Océane et du Pays de Brest fournit une base aux projets de coproduction et d'appropriation des cartes reliant services publics locaux, acteurs d'OpenStreetMap et les habitants. En effet, grâce au projet OpenStreetMap initié en 2004, la réutilisation de cartes libres peut devenir réalité. Créé en novembre 2009, le groupe de travail Cartes-Ouvertes accompagne les différents acteurs afin de favoriser les collaborations et développer les initiatives dans le Pays de Brest. La singularité du projet est qu'il associe dans une même dynamique d'animateurs d'espaces multimédia du territoire, acteurs d'OpenStreetMap, ingénieurs du système d'information géographique, communes enquêtes de cartes libres et associations concernées par une cartographie d'usage. En associant ces différents acteurs publics et associatifs, l'implication des habitants s'en trouve facilitée puisque ces derniers peuvent ainsi participer activement à la construction de la carte de leur commune au cours des « carto-parties » qui sont régulièrement organisées, lesquelles permettent également de renforcer les liens entre habitants d'un même territoire.

[www.wiki-brest.net](http://www.wiki-brest.net)

## 5.3 Ville d'Yverdon-les-Bains : « Signalez-nous »

Ce site propose aux habitants de cette ville de Suisse de signaler les luminaires défectueux ainsi que les places de jeux qui posent problème. Les initiateurs du projet sont très satisfaits de l'utilisation de cette solution qui connaît un succès appréciable auprès de la population. À terme, la ville envisage d'élargir le type d'incidents à prendre en compte. Une version Smartphone est à l'étude.

[www.signalez.yverdon-les-bains.ch/interface/](http://www.signalez.yverdon-les-bains.ch/interface/)

## Synthèse et recommandations

**E**n conclusion de cette étude, une mise en perspective de l'état actuel des pratiques en matière d'initiatives citoyennes supportées par les TIC en Belgique francophone peut être dressée et des pistes de recommandation peuvent être formulées. Celles-ci résultent à la fois de l'analyse des dispositifs belges existants et des apports et enseignements tirés des bonnes pratiques étrangères. Elles sont en prise directe avec les préoccupations concrètes que peuvent se poser les collectivités et pouvoirs locaux qui voudraient mettre les TIC au service d'une participation citoyenne « augmentée » et d'une démocratie participative en particulier.

### 1. Synthèse et perspectives

Si l'intégration des technologies numériques dans les pratiques démocratiques et citoyennes constitue un enjeu croissant depuis quelques années, force est de constater qu'en Belgique francophone, il existe encore peu d'initiatives à ce jour, qui saisissent pleinement les opportunités qu'offrent ces outils, en particulier ceux issus du Web social, en termes d'échange, d'interactivité et de coproduction de savoirs et de services au sein d'un même territoire. Le degré de participation reste faible ; la majorité des initiatives se limitent bien souvent à la diffusion d'informations et à quelques échanges avec et/ou entre les citoyens.

Au terme de cette recherche, on peut dès lors affirmer que la plupart des initiatives en Belgique francophone dans ce domaine relèvent davantage d'expérimentations récentes que de dispositifs pérennes. De plus, rien ne vient conforter l'hypothèse d'un certain nombre de discours, prêtant des effets vertueux à la « e-participation citoyenne et démocratique », en termes d'engouement et de mobilisation. Le constat est donc dans l'ensemble relativement décevant – à moins que les espoirs n'aient été exagérés. La Belgique francophone ne fait toutefois pas figure d'exception dans ce domaine.

En effet, même si les expériences étrangères, notamment en France, se révèlent plus nombreuses qu'en Belgique, on remarque une vraie « timidité » à l'égard de leur développement et de leur diffusion à plus

large échelle. Le succès mitigé de la majorité des dispositifs du genre en Europe révèle bien, semble-t-il, les limites de la promesse d'une participation démocratique et citoyenne complètement renouvelée grâce au numérique.<sup>18</sup>

### 1.1 Un objectif prépondérant : le lien social

Parmi les 19 initiatives belges recensées dans l'étude, la majorité d'entre elles sont directement issues du monde associatif ou sont mises en œuvre en étroite collaboration avec ce secteur. Qu'il s'agisse de supporter des dispositifs d'expression, de formation et/ou d'action, les outils numériques sont mis au service d'une véritable « participation citoyenne », au sens entendu dans l'introduction de ce rapport.

De fait, les technologies numériques sont mobilisées, avant tout, pour renforcer la solidarité et la cohésion sociale, et améliorer ainsi le « vivre ensemble » de façon générale au sein d'un territoire donné. Qu'il s'agisse d'améliorer l'image d'un quartier, de valoriser le tissu associatif local ou d'entraider des personnes en situation de précarité, la plupart des dispositifs analysés contribuent, autrement dit, à consolider les liens sociaux entre les membres d'une communauté, ou entre eux et les associations de cette localité.

Par ailleurs, l'ensemble de ces initiatives ont en commun la volonté de placer les citoyens, souvent les plus éloignés du numérique, au centre d'un processus « d'autonomisation » et « d'empowerment ». Elles visent le développement de « l'estime de soi » des personnes concernées et gagent que cette revalorisation implique tant la valorisation des compétences individuelles qu'un cheminement éducatif pour développer les capacités d'expression et la volonté d'implication citoyenne. Outiller l'ensemble des groupes sociaux à la participation citoyenne et les accompagner pour leur donner les moyens d'agir dans l'espace public : tel est le cœur de la démarche d'émancipation sociale individuelle et collective prônée par ces associations.

Certaines de ces initiatives ont même l'ambition d'impulser, via le numérique, de nouvelles formes de concertation démocratique, en portant la parole de citoyens, même celle des plus précaires et des plus vulnérables, à la connaissance des acteurs politiques.

Dans l'ensemble, le constat d'une fabrication, d'abord et avant tout, « par le bas », des mobilisations citoyennes peut sembler d'emblée un peu étonnant. En y regardant de plus près, il vient toutefois s'inscrire pleinement dans l'analyse de D. Cardon<sup>19</sup> sur les formes de la démocratie participative en ligne. De fait, selon ce chercheur, les expressions et

---

<sup>18</sup> Tournadre-Plancq J., *La démocratie électronique en débats*, Note de veille n°117, Centre d'analyse stratégique, Paris, novembre 2008.

<sup>19</sup> Cardon D. *La démocratie Internet*, Seuil, coll. « La République des Idées », 2011.

délibérations citoyennes sur la toile prennent des formes souples, imprévisibles et alternatives, qui viennent s'inscrire souvent en faux par rapport à celles traditionnellement initiées par les institutions publiques. Ces formes de démocratie « coopérative » privilégiées sur la toile expliqueraient le succès relativement plus grand des dispositifs numériques de participation citoyenne émanant du terrain par rapport à ceux directement chapeautés par les institutions.

## 1.2 La démocratie locale à l'épreuve du web interactif

Le succès de cette posture innovante et imprévisible de « démocratie coopérative » sur le Web rend dès lors plus difficile la mise en place de dispositifs numériques inspirés des logiques de démocratie participative au sens traditionnel du terme. Bien plus rares sont dans ce rapport les dispositifs numériques directement initiés par les pouvoirs publics, notamment locaux. Seules quelques initiatives émanant des instances locales et/ou régionales en Belgique francophone utilisent les TIC pour supporter des dispositifs initiant de nouvelles formes de dialogue et d'interaction avec les citoyens.

Lorsque ces dispositifs interactifs existent, ils offrent, certes, davantage de visibilité à l'expression et à la production citoyenne (par exemple, espaces dédiés aux blogs et Web reportages citoyens), mais ne proposent pas pour autant d'outils permettant d'impliquer davantage les citoyens dans le processus de gestion de la vie locale.

Autrement dit, les nouveaux dispositifs numériques communaux n'offrent pas, à ce jour, de véritables outils de démocratie participative, qui « augmenteraient » la participation démocratique des citoyens, au sens entendu dans l'introduction de ce rapport. La plupart des dispositifs de démocratie numérique se limitent le plus souvent à la seule diffusion en ligne d'informations entre pouvoirs publics et citoyens ; ils réduisent l'« e-gouvernement » à la seule « e-administration », c'est-à-dire à la possibilité offerte aux citoyens d'effectuer les démarches administratives en ligne.

Cette tendance à privilégier le seul versant de l'e-administration dans la démocratie numérique est notamment perceptible dans le Master Plan TIC « Creative Wallonia »<sup>20</sup>, lancé en 2011 par le Ministre des technologies nouvelles, Jean-Claude Marcourt, ainsi que dans les propositions d'ajouts à ce plan formulées par l'Union des Villes et Communes de Wallonie.<sup>21</sup>

Si la généralisation des guichets en ligne locaux et régionaux constitue une initiative très utile aux citoyens, ces services numériques s'éloignent

<sup>20</sup> <http://www.creativewallonia.be/actualites/~wallonie-terre-d-excellence-numerique.htm?lng=fr>

<sup>21</sup> <http://www.uvcw.be/actualites/2,129,1,0,3945.htm>

toutefois des ambitions et des espoirs initiaux placés dans la démocratie numérique, censée mettre l'internaute citoyen au centre des consultations et décisions publiques le concernant.

Au-delà de la question purement technologique, cette nouvelle posture ouverte d'interaction et de co-construction des services avec les citoyens implique un changement culturel majeur, encore souvent éloigné des pratiques actuelles des services publics, notamment en Belgique francophone.

En effet, il ne suffit pas de numériser les relations entre pouvoirs publics et les citoyens pour mettre en place un projet démocratique qui possède une véritable dimension d'élaboration collective. Pour que de tels projets voient effectivement le jour, il est nécessaire que les administrations et les pouvoirs locaux adoptent une posture différente face aux citoyens et de nouvelles manières de travailler, qui favorisent davantage le partage, la collaboration et donc la transparence.

Ainsi, le réel défi pour que les outils numériques soient des vecteurs de démocratie participative consiste à mettre en place des formes nouvelles de gouvernance locale, qui servent les droits fondamentaux de tous. À cet égard, le mouvement récent d'ouverture des données publiques par les gouvernements nationaux, régionaux et locaux, un peu partout en Europe et dans le monde, semble témoigner d'une évolution positive.

### 1.3. Le mouvement de libération des données publiques : vers une nouvelle dynamique de gouvernance ?

Le mouvement de libération des données – « Open data » - consiste à rendre gratuitement accessibles et exploitables par les usagers les données brutes produites par diverses institutions publiques dans le cadre de leur gestion et de leurs activités (projets politiques, données budgétaires, informations touristiques, réseaux de transports et de télécommunications, etc.). Cette ouverture des données permet aux citoyens (journalistes, universitaires, entreprises, etc.) d'être librement informés des sujets qui les concernent et de mieux comprendre les enjeux de société, mais il permet aussi, de manière plus large, de faire bénéficier l'ensemble de la société des opportunités économiques, scientifiques, culturelles et citoyennes que l'exploitation de ces données peut apporter.

Un des enjeux principaux derrière ce mouvement d'ouverture des données est donc de permettre une transformation des relations entre les pouvoirs publics et les citoyens, vers davantage de participation et d'innovation de la part de ces derniers, comme cela semble avoir été effectivement le cas au sein de la ville de Rennes en France, par exemple.

De fait, Rennes est la première collectivité française à avoir largement ouvert, depuis octobre 2010, ses données publiques, ce qui a suscité, parallèlement à cette ouverture, la création, pour et par les habitants eux-mêmes, d'une grande diversité de services et d'usages permettant la

valorisation de ses données publiques. Ainsi, depuis 2010, la ville organise un concours annuel qui récompense des services innovants élaborés sur tous types de supports numériques (web, smartphone, téléphone mobile, autres supports) à partir des données publiques. Depuis lors, d'autres villes ont suivi le mouvement, dont notamment les villes de Paris, Bordeaux et Montpellier.

La Belgique vient de se lancer dans l'aventure. Depuis septembre dernier, sous l'impulsion du ministre fédéral Van Quickenborne, le nouveau portail de données ouvertes data.gov.be est accessible gratuitement. Celui-ci permet la mise à disposition des données d'information publique. Le portail contient, à ce jour, 60 jeux de données. On peut y trouver, par exemple, des données relatives au nombre de permis de conduire délivrés par les villes, ou le nombre et le type de logements créés.

En tout cas, cet esprit d'ouverture et de participation issue du mouvement de libération des données publiques est une tendance qui anime nombre de gouvernements. Les initiatives se multiplient un peu partout chez nos voisins européens et dans le monde. La question reste alors de savoir dans quelle mesure ce mouvement va réellement jeter les bases d'une meilleure cogestion de la cité, d'une dynamique collaborative accrue entre les pouvoirs publics et les citoyens et finalement de s'interroger sur les conditions dans lesquelles cette évolution va permettre l'émergence d'une nouvelle forme de gouvernance plus ouverte et plus participative.

## 2. Recommandations

Un des objectifs de l'étude était de porter une attention particulière aux conditions qui garantissent la réussite et la pérennité d'initiatives de participation démocratiques et citoyennes supportées par les technologies numériques. C'est pourquoi quelques pistes de recommandations, issues des conditions de succès identifiées dans les bonnes pratiques étrangères, sont finalement présentées en conclusion de ce rapport.

### 2.1 Stratégie et vision globale

Si une collectivité locale (ou régionale) souhaite mettre en place un nouveau dispositif de participation démocratique supporté par des outils numériques, il est essentiel que celle-ci définisse, en amont, une stratégie ancrée dans une vision claire, à la fois des objectifs démocratiques au service desquels ces outils sont mis en place, et des démarches, des méthodes et des dispositifs à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs.

Afin de clarifier au mieux les finalités de cette initiative, il est possible, dans certains cas, que cette première phase s'appuie sur une analyse préalable des besoins, en analysant notamment le contexte local ou

régional existant afin de mettre en évidence le potentiel de développement de la démocratie numérique ainsi que ses freins éventuels.

Cette stratégie globale nécessite d'être partagée avec l'ensemble des acteurs, internes et externes à l'institution, susceptibles d'être impliqués de près ou de loin dans le futur dispositif. En s'accordant de manière collective sur les finalités et les modalités de mise en œuvre du projet, cette étape permet de garantir la cohérence des actions menées.

Pour fédérer l'ensemble des acteurs autour de cette modernisation numérique et donner du sens à cette initiative, une bonne démarche initiale consiste à leur faire découvrir les « bonnes pratiques » TIC menées par d'autres communes ou collectivités. Cette sensibilisation et prise de connaissance des produits et services utilisés par d'autres acteurs du secteur permet ainsi de se faire une idée plus claire des outils numériques existants et des finalités citoyennes possibles.<sup>22</sup>

## 2.2 Une démarche volontariste pour une nouvelle posture organisationnelle

Un autre constat relatif aux conditions de réussite d'un tel projet est qu'il soit porté politiquement de manière volontariste. Cette démarche doit être rassembleuse pour obtenir l'adhésion du plus grand nombre de personnes impliquées dans le projet.

Elle doit viser à stimuler une appropriation citoyenne des outils numériques, mais aussi et surtout à impulser une réelle évolution dans les pratiques et la culture de travail, afin de rendre l'organisme public plus consultatif et transparent et de favoriser ainsi plus d'interaction, de partage et de collaboration avec les citoyens.

Ainsi, le défi majeur pour les services publics locaux ou autres collectivités territoriales n'est pas tant d'ordre technologique que culturel. Il s'agit de pouvoir impulser, de façon volontariste, une nouvelle posture de travail, qui promeut notamment :

- Une culture de l'innovation, qui favorise notamment, en interne, les nouveaux usages et nouvelles démarches que l'on veut développer vers l'extérieur.
- Des démarches en partenariat pour « travailler avec » l'ensemble des acteurs du territoire par le biais du numérique.

---

<sup>22</sup> Cette proposition est reprise en partie des commentaires et suggestions formulés par l'Union des Villes et des Communes de Wallonie au Plan Master TIC « Creative Wallonia ».

- Responsabiliser les usagers et reconnaître leur place active en leur donner les moyens de s'investir eux-mêmes dans la coproduction des services de leur territoire par le biais du numérique.

### 2.3 Une gouvernance simple et transparente

Il est important de mettre en place une gouvernance simple et claire du dispositif en garantissant notamment :

- Une éthique claire et cohérente, accompagnée de règles de fonctionnement transparentes pour faciliter la participation active du plus grand nombre
- La désignation de responsables légitimés par leur expertise ou contribution dans le domaine
- La prise en compte de toutes les participations, même les plus modestes
- L'utilisation d'outils numériques faciles à utiliser et adaptés aux spécificités du projet.

### 2.4 Une démarche de sensibilisation et d'expérimentation ancrée dans le territoire

Si les initiatives et les outils existants à l'étranger et dans les autres communes peuvent servir dans un premier temps de source d'inspiration et de clarification pour les projets à mettre en place, il serait inopportun de tenter de les calquer tels quels, sans prise en compte des spécificités du contexte local et du degré familiarité aux démarches et outils numériques des parties prenantes au projet. À l'inverse, il est nécessaire de se lancer dans une démarche d'expérimentation, plus ou moins ouverte, qui s'appuient sur les ressources et les expertises du terreau local. C'est avec le tissu associatif local et les citoyens, dans une logique pluridisciplinaire, qu'il faut chercher à faire émerger, sur base d'exemples d'initiatives réussies ailleurs, un dispositif de participation citoyenne via les TIC, adéquat et pérenne pour le territoire.

### 2.5 Accompagner une montée en compétences des acteurs locaux (élus, agents communaux et acteurs du tissu associatif)

Pour lancer une initiative de démocratie numérique à l'échelle locale, il est essentiel de disposer, en interne à l'administration communale et dans d'autres collectivités locales, d'un informaticien qualifié, capable de mettre en place ces nouveaux services numériques orientés vers les citoyens. Or, à l'heure actuelle, peu de communes disposent encore de

tels profils IT. Il importe dès lors de recruter ce type de profil ou de permettre la formation d'agents locaux dans cette perspective.<sup>23</sup>

Ensuite, pour pérenniser une telle initiative par le biais du numérique, il est important de relever, de manière générale, le niveau de compétences numériques de l'ensemble du personnel communal. Il est ainsi essentiel de former, dans la durée, les élus et les agents des pouvoirs publics à une culture de la participation citoyenne et à une appropriation effective des méthodes et des outils numériques.

Un encadrement similaire doit être proposé aux acteurs du tissu associatif afin qu'ils puissent renforcer voire développer la maîtrise des méthodes et des outils numériques de l'expression citoyenne. Cette formation leur permettra de se muer, par la suite, en « passeurs de compétences », en formant, eux-mêmes, leur propre public de citoyens usagers à ces nouvelles pratiques numériques.

## 2.6 Mettre en place une plateforme régionale d'échange d'expériences et un observatoire des usages démocratiques des TIC

Parallèlement à ces accompagnements formatifs des divers acteurs locaux, il serait également opportun de créer une plateforme régionale collaborative de collecte et d'échanges d'expérience entre pouvoirs locaux et acteurs associatifs. Celle-ci permettrait d'échanger sur les outils numériques utilisables et les démarches applicables, celles qui constituent une réussite et celles qui le sont moins. Cette plateforme de réseaux d'acteurs permettrait également de donner une visibilité régionale à l'ensemble des initiatives de participation citoyenne et démocratique via les TIC.

---

<sup>23</sup> Cette proposition est issue des commentaires et suggestions formulés par l'Union des Villes et des Communes de Wallonie au Plan Master TIC « Creative Wallonia ».

## Bibliographie : pour aller plus loin

Allard L. & Blondeau O. E-Democracy vs Open Democracy », Article Politique2.0., 26/11/2009, [www.fondapol.org/politique-2-0/1618](http://www.fondapol.org/politique-2-0/1618), consulté le 10/01/2012.

Assises de la Médiation Numérique au service des territoires et de leurs habitants, <http://assmednum.corse.fr/>, consulté le 10/01/2012.

Berjon R. *Internet, politique et coproduction citoyenne*, Fondapol, 2010.

Cardon D. *La démocratie Internet*, Seuil, coll. « La République des Idées », 2011.

Cardon D., « Vertus démocratiques de l'internet », dans *La vie des idées*, 10/11/2009, <http://www.laviedesidees.fr/Vertus-democratiques-de-l-Internet.html>

Centre d'analyse Stratégique, *La démocratie électronique en débat*, La note de veille n°117, novembre 2008.

*Co-construire la rive droite numérique : cahier des charges et synthèses des études*, <http://fing.org/?Co-construire-la-rive-droite,724>, consulté le 10/01/2012.

Conseil d'Etat, Rapport public, « Consulter autrement, participer effectivement », *La Documentation Française*, 2011.

*Étude sur les démarches et outils numériques visant à renforcer et à développer la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France*, Synthèse de l'étude, Cabinet SopinSpace, juin 2007, <http://www.sopinspace.com/?p=409>, consulté le 10/01/2012.

Flichy P., « Internet, un outil de la démocratie ? », dans *La vie des idées*, 14/01/2008 <http://www.laviedesidees.fr/Internet-un-outil-de-la-democratie.html>

Fondapol, « Ce que le Web fait à la démocratie représentative, 20 octobre 2010, <http://www.fondapol.org/debats/1960/>, consulté le 10/01/2012.

Genoud P. *Vers une participation citoyenne augmentée*, janvier 2011, <http://www.slideshare.net/patgen/vers-une-participation-citoyenne-augmente?from=embed>, consulté le 10/01/2012.

Hooge E & al. *Quelle société voulons-nous à l'ère du numérique ?* janvier 2011, <http://www.slideshare.net/ehooge/quelle-socit-voulonsnous-lre-numrique-leviers-daction-pour-une-collectivit-publique>, consulté le 10/01/2012.

Kaléidoscope des (re)médiations publiques urbaines à l'heure de la ville numérique et hybride : <http://www.slideshare.net/loichay/kalidoscope-des-remdiations-publiques-urbaines-lheure-de-la-ville-numrique-et-hybride>

Kaplan D. « L'ouverture des données publiques et après ? », *InternetActu*, novembre 2010, <http://www.internetactu.net/2010/11/09/louverture-des-donnees-publiques-et-apres/>, consulté le 10/01/2012.

La Fing. *Guide pratique de l'ouverture des données publiques territoriales. Guide à l'usage des territoires et de leurs partenaires*, janvier 2011, <http://doc.openfing.org/RDPU/GuidePratiqueDonneesPubliquesv1beta.pdf>, consulté le 10/01/2012.

*Les solidarités numériques*, Note de synthèse, Observatoire des Territoires Numériques, 2011, <http://oten.fr/?Les-solidarites-numeriques>, consulté le 10/01/2012.

Rapport de la Région Nord-Pas-de-Calais, présentation du dispositif régional DREAM+, les TIC au service de la participation citoyenne, [www.nordpasdecals.fr/tic/actions/telechargement/DREAM+\\_enjeux\\_et\\_dispositif\\_.pdf](http://www.nordpasdecals.fr/tic/actions/telechargement/DREAM+_enjeux_et_dispositif_.pdf)

Tournadre-Plancq J., *La démocratie électronique en débats*, Note de veille n°117, Centre d'analyse stratégique, Paris, novembre 2008. <http://www.strategie.gouv.fr/content/note-de-veille-n%C2%B0117-novembre-2008-la-democratie-electronique-en-debats>

Vedel T. « L'idée de démocratie électronique : origines, visions, questions », dans Pascal Perrineau (dir.), *Le Désenchantement démocratique*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2003, p. 235.

Weibel T. *Administration 2.0.*, Fondapol, 2011.

Wojcik S. « Prendre au sérieux la démocratie électronique. De quelques enjeux et controverses sur la participation politique en ligne », dans E. Forey et C. Geslot (dir.), *La démocratie électronique*, L'Harmattan, coll. « Questions contemporaines », 2011.



## Table des matières

<b>INTRODUCTION</b>	<b>5</b>
<b>CHAPITRE 1</b>	
<b>PARTICIPATION CITOYENNE ET DÉMOCRATIQUE À L'HEURE DU NUMÉRIQUE : ENJEUX ET DÉFINITIONS</b>	<b>7</b>
1. Les enjeux de l'élargissement de l'espace public sur le web	8
2. La participation citoyenne : de quoi-parle-t-on ?	9
3. La démocratie participative : une facette de la participation citoyenne	10
4. La citoyenneté numérique	11
5. Les niveaux de participation aux débats publics	11
<b>CHAPITRE 2</b>	
<b>INITIATIVES DE PARTICIPATION CITOYENNE ET DÉMOCRATIQUE VIA LES TIC EN BELGIQUE FRANCOPHONE : DESCRIPTION ET ÉLÉMENTS D'ANALYSE</b>	<b>13</b>
1. Je participe.be : un portail visant à soutenir la citoyenneté locale active	13
2. Waterloo.be (2.0) : le nouveau site internet communal	16
3. Andenne.be : un portail des profils d'internautes et des outils sociaux	19
4. MonDour.be : un blog citoyen interactif	22
5. La marque jeune du CAAJ de Bruxelles	24
6. « Du Je au Nous » : une plateforme d'échanges sur la participation citoyenne en ligne	26
7. Un sondage en ligne pour les jeunes : volet d'un dispositif de consultation dans le cadre de l'élaboration du Plan Jeunesse	29
8. Corsaires.TV : une WebTV locale et participative	30
9. Dazibao : les TIC comme outil d'interpellation de la société civile	33

10. Creart.net : blog radio des jeunes de Molenbeek	35
11. Visages de Rixensart : plateforme à destination du monde associatif rixensartois	38
12. Objectif et Retro Rixensart : deux plateformes collaboratives pour valoriser le patrimoine de la commune de Rixensart	40
13. Espace citoyen.be : portail Web pour la citoyenneté active des jeunes	42
14. Full TV : Une WebTV par et pour vous	43
15. Les délégués.net : le site des délégués de classe	46
16. Les jeunes passeurs d'images citoyennes : portail numérique pour favoriser l'exercice de citoyenneté	47
17. Kulturopoing : magazine culturel en ligne d'Action Ciné Média Jeunes	50
18. Chinyrural : le blog de l'opération de développement rural et de l'agenda 21 local de Chiny	52
19. Deux blogs participatifs de comités de quartier	54

### **CHAPITRE 3**

#### **QUELS OUTILS NUMÉRIQUES POUR QUELS USAGES CITOYENS ? UN INVENTAIRE DE BONNES PRATIQUES À L'ÉTRANGER**

**57**

1. Outils numériques au service de la valorisation des initiatives citoyennes	58
1.1 <i>La plateforme Place publique : le site des initiatives citoyennes</i>	58
1.2 <i>Le site des projets citoyens : un site collaboratif à destination des associations en Région Île-de-France</i>	58
1.3 <i>Imagination for people : une plateforme collaborative internationale d'innovation citoyenne</i>	58
1.4 <i>Télé Quartiers : une WebTV dédiée aux initiatives locales et citoyennes</i>	59
2. Outils numériques au service de la valorisation publique des contenus citoyens	59
2.1 <i>Le portail des Wikis du pays de Brest</i>	59
2.2 <i>Wiki-Rennes et Wiki-Brest : les carnets collaboratifs des territoires</i>	59
2.3 <i>Territoires sonores : les wiki-balades en presque-île de Crozon, au pays de Brest</i>	60
2.4 <i>Bondy blog : des blogueurs racontent la vie des quartiers</i>	60
2.5 <i>LaTéléLibre : une WebTV pour cultiver la liberté d'expression</i>	61
2.6 <i>Wikidébrouillard et les Taxinomes : deux initiatives de l'association « Les petits débrouillards de Bretagne »</i>	61
2.7 <i>Webtrotteur des lycées : une WebTV participative</i>	61

3.	Outils numériques au service de l'extension des sociabilités urbaines	62
3.1	<i>Gambetta village : un blog sur la vie du quartier animé par ses habitants</i>	62
3.2	<i>La Ruche de Rennes et de Brest : des réseaux sociaux géolocalisés pour les associations et les habitants de ces villes</i>	62
3.3	<i>Là pour toi : un réseau social entièrement dédié au quartier d'affaires la Défense à Paris</i>	62
3.4	<i>Peuplade : le site qui vous relie à votre quartier</i>	63
4.	Outils numériques au service d'une conception collaborative de la politique d'un territoire et de ses services	63
4.1	<i>« Today I decide + » : une plateforme de participation citoyenne à la législation européenne</i>	63
4.2	<i>Madrid Participa : une plateforme de consultation citoyenne sur des projets urbains à Madrid</i>	63
4.3	<i>L'évaluation et le contrôle citoyen : l'expérience de la municipalité de Cesena en Italie</i>	64
4.4	<i>« Je participe » : une plateforme de consultation des citoyens à Bordeaux</i>	64
4.5	<i>« Imaginez les berges de la Seine »</i>	64
4.6	<i>« Nantes-Ma vi(ll)e de demain</i>	64
4.7	<i>Espace virtuel dédié à la concertation autour du réaménagement du quartier de la Confluence à Lyon</i>	65
4.8	<i>La fabrique : la plateforme internet des échanges démocratiques roubaisiens</i>	65
4.9	<i>Mairie de Paris : un système de pétition en ligne pour favoriser la participation des citoyens à la gouvernance locale</i>	66
4.10	<i>Participons : une plateforme contributive pour co-construire la future politique de la démocratie participative de la Région Nord-Pas de Calais.</i>	66
4.11	<i>« Moi et mon parc » : consultation autour d'une charte de parc naturel régional des Caps et Marais d'Opale</i>	66
4.12	<i>Valenciennes : consultation d'un panel de citoyens</i>	67
4.13	<i>Émergences numériques : espace pour l'innovation numérique et sociale en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur</i>	67
5.	Outils numériques au service d'une co-production des données et des services d'un territoire	67
5.1	<i>Carte collaborative et libre de Plouarzel : une cartographie en ligne, éditée réalisée par la municipalité de Plouarzel et ses habitants.</i>	67
5.2	<i>Cartes ouvertes au pays de Brest : ré appropriation sociale des données géographiques au pays de Brest, en contribution à OpenStreetMap</i>	68
5.3	<i>Ville d'Yverdon-les-Bains : « Signalez-nous »</i>	68

<b>CHAPITRE 4</b>	
<b>SYNTHÈSE ET RECOMMANDATIONS</b>	<b>69</b>
1. Synthèse et perspectives	69
1.1 <i>Un objectif prépondérant : le lien social</i>	70
1.2 <i>La démocratie locale à l'épreuve du web interactif</i>	71
1.3 <i>Le mouvement de libération des données publiques :         vers une nouvelle dynamique de gouvernance ?</i>	72
2. Recommandations	73
2.1 <i>Stratégie et vision globale</i>	73
2.2 <i>Une démarche volontariste pour une nouvelle posture organisationnelle</i>	74
2.3 <i>Une gouvernance simple et transparente</i>	75
2.4 <i>Une démarche de sensibilisation et d'expérimentation         ancrée dans le territoire</i>	75
2.5 <i>Accompagner une montée en compétences des acteurs locaux         (élus, agents communaux et acteurs du tissu associatif)</i>	75
2.6 <i>Mettre en place une plateforme régionale d'échange d'expériences         et un observatoire des usages démocratiques des TIC</i>	76
Bibliographie : pour aller plus loin	77
Table des matières	79